

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

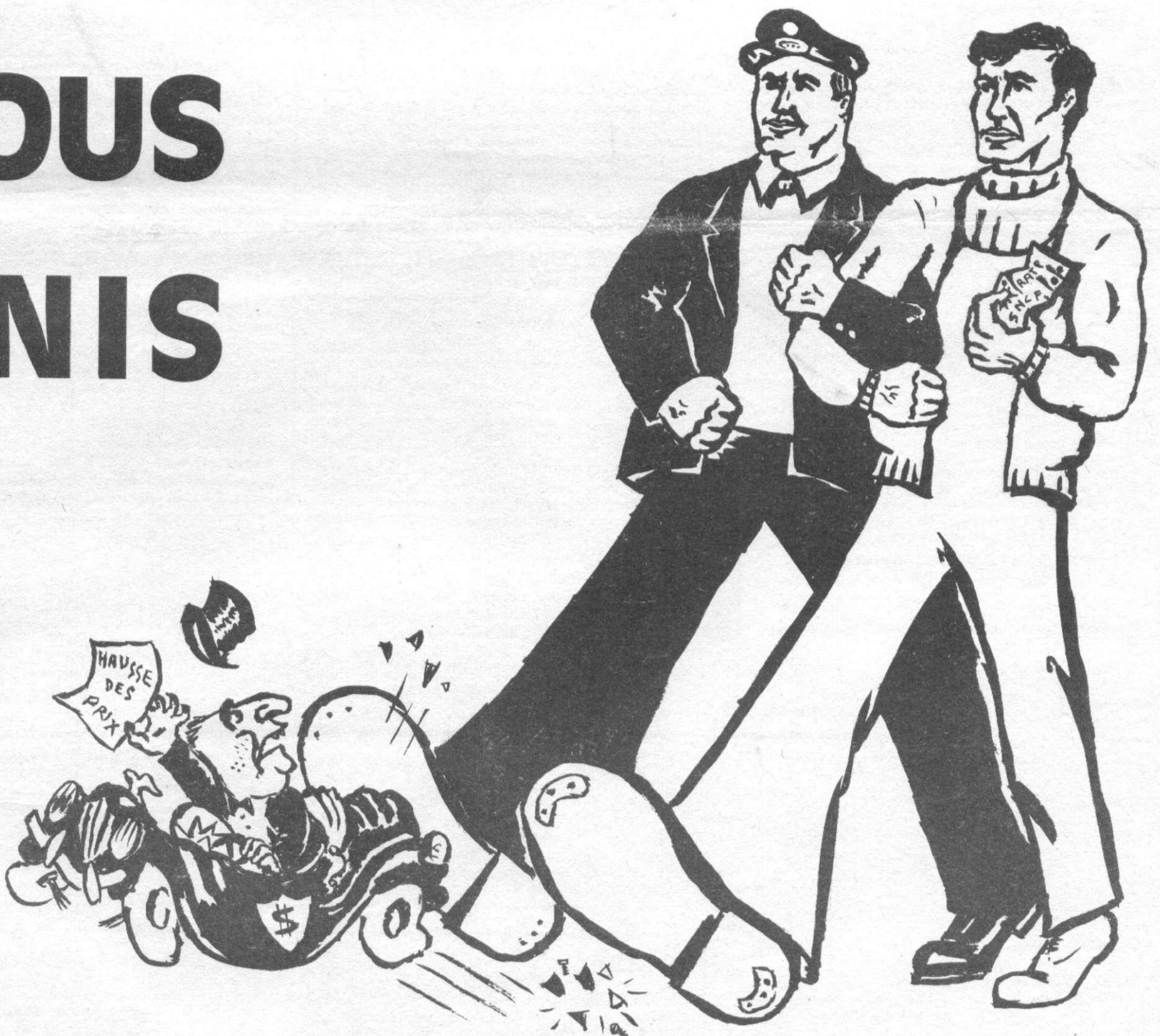
I F Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2° ANNEE N° 45
JEUDI 29 JANVIER 1970

**LES PRIX MONTENT...
LES PROFITS MONTENT...
LA COLERE MONTE...**

**TOUS
UNIS**



A L'ACTION !

UNE SEMAINE DE LUTTES

PROLONGEMENT DES LUTTES

• **Nouvelles galeries** à Saint-Laurent-du-Var et à Lille : depuis le 10 janvier 5 militants C.F.D.T. poursuivent la grève de la faim dans le hall des magasins de Saint-Laurent-du-Var ; et depuis le 15 janvier, 4 militants de Lille, de la même organisation, se sont engagés dans la même action. Ils réclament « l'ouverture de discussions pour la signature d'un accord d'entreprise qui concernerait l'ensemble des employés ». Cet accord réclamé touche 50.000 salariés appartenant à 200 magasins. Jeudi soir une gréviste de la faim a été hospitalisée, mais refuse toute alimentation.

Le 20 janvier le personnel des Nouvelles Galeries d'Annecy a débrayé 2 heures et demie.

Le 24 janvier à Lille une manifestation des employés a lieu dans le centre de la ville.

• **Mines de Penarroya** à Largentière (Ardèche) : Les mineurs de plomb en grève depuis le 7 janvier continuent leur mouvement avec la même fermeté. Les grévistes réclament le retour aux 40 heures, une prime de fin d'année de 300 F et une prime de vie chère de 50 F par mois.

• **Centre Universitaire Dauphine** à Paris : Poursuite de la grève contre une circulaire du ministère de l'éducation nationale qui restreint le passage du 1^{er} cycle au deuxième cycle. Cette circulaire indique qu'il faut avoir obtenu tous les examens d'une année pour passer dans l'année supérieure. Les étudiants demandent de passer de 1^{er} en 2^e cycle s'ils ont échoué à un seul examen et de le rattraper l'année suivante.

LUNDI 19 JANVIER

• **Azote et Produits chimiques** à Toulouse : le personnel manifeste contre la menace de 600 licenciements et bloque la circulation sur la route nationale 20 à la suite de l'échec de la « table ronde ».

• **Ateliers de constructions mécaniques cinématographiques** à Epinay-sur-Seine : Débrayages des travailleurs horaires et mensuels pour la sécurité de l'emploi, à la suite des licenciements intervenus chez Debie (Paris-11^e). Ces entreprises appartiennent au même groupe financier Fodel. Une collecte de solidarité a été organisée pour les travailleurs de chez Debie.

• **Abattoirs de Lyon** : grève du personnel pour s'opposer à l'ouverture de l'établissement le lundi.

• **Faculté de droit** à Nanterre : des étudiants fascistes barricadent le hall de la faculté dans le but d'interdire l'entrée aux étudiants progressistes. Ceux-ci réclament un système de contrôle des connaissances progressiste et non réactionnaire. Les étudiants révolutionnaires dégagent le hall, les étudiants fascistes sont sauvés par l'arrivée des forces de répression appelé par le doyen M. Verdier.

• **Lycée Buffon** à Paris-15^e : plus de 300 élèves tiennent une assemblée générale et demandent que le conseil de discipline soit « public ou ne pas avoir lieu ». Ceci concernant 2 élèves accusés de « désobéissance » et de « tentative de désordre ». Une manifestation a lieu dans les couloirs de l'établissement, le bureau du proviseur est envahi. Le proviseur fait appel aux forces de police, des barricades s'érigent. Les professeurs s'opposent à ce que les forces de répression pénètrent dans le lycée. Ce n'est qu'après le retrait des forces de répression que la situation est redevenue normale.

MARDI 20 JANVIER

• **Halles de Rungis** : dans la nuit de lundi à mardi, grève et manifestation des employés dans les divers bâtiments des Halles pour protester contre la modification des horaires de travail.

• **Bibliothèque Nationale** : grève d'une heure du personnel pour réclamer une infirmière et un service de secours rapide.

• **U.R.S.S.A.F. à La Rochelle** : les employés se mettent en grève illimitée pour protester contre les différences de salaires.

• **C.E.T. de Champigny** : la grève se poursuit contre les sanctions prises contre un professeur et un surveillant.

• **Lycée Michelet** à Vanves : les forces de répression interviennent et matraquent les élèves réunis en assemblée générale. Ils discutent du règlement intérieur brimant l'ensemble des lycéens.

Le bureau de l'Association Laïque des Parents d'Elèves (A.L.P.E.) exprime son accord avec les revendications des lycéens : libertés syndicales, liberté d'information et d'expression politique, liberté de réunion.

• **Etablissements scolaires** à Toulouse : 1.500 lycéens de 4 établissements font grève pour protester contre les modalités des épreuves de français au baccalauréat.

• **Lycée Général-Ferrier** à Draguignan : grève des élèves de 1^{re} et des classes terminales pour protester contre les modalités des épreuves de français au baccalauréat.

MERCREDI 21 JANVIER

• **Dans la métallurgie** à Nevers (Nièvre) : Thomson-Houston : les ouvriers de l'atelier de presse débrayent 2 heures pour l'augmentation des salaires. Kleber-Colombes : à l'atelier de moulage 2 heures de débrayage contre le licenciement de 3 ouvriers.

• **Etablissements Christophe** (orfèvrerie) à Saint-Denis : le personnel débraye 3 heures pour exiger la levée du licenciement d'un militant ajusteur-outilleur.

• **G.S.P. à Albert** (Somme) : 320 ouvriers cessent le travail avec occupation de l'usine pour l'augmentation des salaires.

• **Entreprise de Papier-Carton Leroy** à Ponthierry (Seine-et-Marne) : le personnel débraye en riposte au lock-out de l'atelier de fabrication.

• **Azote et Produits Chimiques** à Toulouse : 2.000 travailleurs manifestent contre les licenciements.

• **Agence France-Presse** : débrayage pour une prime de nuit.

• **Lille** : manifestation silencieuse des lycéens à la suite de 2 suicides par le feu.

• **Faculté de Lettres** de Saint-Etienne : la grève des étudiants linguistes, votée mardi en assemblée générale par la grande majorité, s'est étendue à toute la faculté de lettres mercredi. Cette lutte est engagée contre la circulaire du 2-11-69 concernant la suppression de la seconde langue vivante ; contre le chômage organisé (sélection, etc) ; pour la titularisation des maîtres auxiliaires.

JEUDI 22 JANVIER

• **Limoges** : manifestation dans les rues de la ville des étudiants aux cris de « des crédits pour les facs » « A bas la sélection », sur les pancartes on lisait : « Non à l'austérité » « Non à l'enseignement idéologique bourgeois ».

VENDREDI 23 JANVIER

• **Usine Rivoire** à Saint-Etienne : débrayage d'une demi-journée contre la mise à pied d'un métallo.

• **Etablissements Marrel Frères** aux Etaings : 16 pontonniers des aciéries Martin sont en grève.

• **Société de conditionnement d'Aluminium**, S.C.A.L.-G.P.P. (ex-société Coquillard) : grève pour la réduction du temps de travail.

• **Mécanographes de la Fonction Publique** : grève jeudi et vendredi.

RÉGLEZ VOS DETTES
CAMARADES,
C'EST UNE QUESTION
DE VIE OU DE MORT
POUR L'"H. R." !

Dans notre dernier numéro nous avons lancé le mot d'ordre « En avant pour les quinze millions » à notre souscription nationale.

L'effort croissant que nous sollicitons ainsi de nos lecteurs, de nos amis, de nos C.D.H.R. correspond au grave danger permanent qui menace notre journal.

Sans doute l'objectif que nous nous étions fixés voici plusieurs mois (n° 25 du 11 septembre 1969), à savoir 96.000 francs à 100.000 francs recueillis en un an sera-t-il assurément atteint et même dépassé. Nous en étions, à la date du 22 janvier à 91.358 francs alors que la première année clôturant les 12 premiers mois de souscription échoit au 3 avril prochain.

Mais pourquoi donc, malgré ce succès appréciable, notre hebdomadaire continue-t-il à connaître de graves difficultés financières ?

Nous l'avons expliqué, mais il est nécessaire d'y revenir en insistant pour que tous nos C.D.H.R. discutent immédiatement des mesures à prendre.

Les règlements des journaux vendus sont trop lents et n'atteignent que la moitié des envois effectués par nos soins. Les brochures éditées en supplément pour des raisons politiques impérieuses constituent une charge très difficile à supporter, parce que les paiements correspondants sont également beaucoup trop en retard et insuffisants.

Si nos diffuseurs ne prennent pas cette question à bras le corps, avec résolution et en plaçant la politique au poste de commande, nous allons nous trouver à très bref délai dans l'obligation :

1) de suspendre toute publication « en supplément » ;

2) de réduire à 8 pages le format de l'H.R. Ce sera là un recul, c'est-à-dire une défaite dont nul ne peut ignorer le caractère politique. Camarades, amis lecteurs, c'est une question de vie ou de mort pour l'H.R. ! Mobilisez-vous, organisez-vous, livrez cette bataille politique avec un esprit offensif ! L'H.R. est notre plus précieux instrument de lutte, sachons le conserver !

SOUSCRIPTION NATIONALE
A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

Relevé précédent		91 358	F
Fac de lettres	Lyon	63,70	F
P.R.	Rouen	29	F
C.D.H.R. Norman	Paris	100	F
Anonyme		40	F
C.D.H.R.	Massy	310	F
"	Tours	53	F
"	Aix en Provence	100	F
S.F.	Mulhouse	50	F
L.B.	Oyonnax	20	F
A.L.	Paris 18 ^e	22	F
C.D.H.R.	Boulogne-sur-mer	200	F
C.D.H.R.	Lyon	30	F
G.L.	Nord	10	F
C.D.H.R.	St-Maur	435	F
1 lectrice	"	8	F
Militant étudiant	Pau (Fac de Sciences)	200	F
C.D.H.R. Norman	Toulouse	70,50	F
" A. Marty	"	25	F
N.D.	Allos	10	F
C.D.H.R. Monmous-	Toulouse	50	F
1 sympathisant	Versailles Porche Fontaine	40	F
C.D.H.R.	Vincennes	500	F
"	A. Marty	16	F
" Dupleix	Paris	20	F
" André Marty	Toulouse	40	F
total		93 800,20	F

LA DELEGATION DES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE QUITTE LA CHINE.

Cette dépêche de l'agence Chine Nouvelle, traduite de façon inexacte par l'A.F.P. a donné lieu à des informations erronées parues dans différents journaux français.

La délégation des marxistes-léninistes de France quitte la Chine.

« Pékin, 22 janvier (Hsinhua) — La délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jur-

quet a quitté la Chine par avion, au terme de sa visite amicale en Chine.

Au cours de son séjour à Pékin, la délégation a eu un entretien avec le camarade Kang-Cheng, membre du comité permanent du bureau politique du Comité Central du Parti Communiste Chinois. Par ailleurs, elle a visité Yénan, Tchangcha, Chaochan, Kouangtcheou, Nankin, Changhaï et d'autres villes.

Le départ de la délégation a été salué, à l'aéroport, par le camarade Wou-Fa-Hsien, membre du bureau politique du Comité Central du P.C.C., le camarade Chen-Kien et d'autres camarades responsables intéressés.

A propos de « la question nationale en France ».

A la demande de plusieurs lecteurs bretons, le Comité de rédaction de l'H.R. précise que la citation d'un article du journal « Bretagne Révolutionnaire », n'implique de la part du Comité, aucun soutien préférentiel à l'organisation dont ce groupe est l'organe.

Nous rappelons d'ailleurs que cet article, nécessairement incomplet et imparfait constitue une base de discussion et non l'énoncé d'une ligne politique, celle-ci ne pouvant être arrêtée qu'à l'issue d'un large débat à la base.

Camarades et amis lecteurs et sympathisants, à vous la parole !

Abonnez-vous...

Nom
Prénom
Adresse

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :

20 F pour 6 mois

40 F par an

abonnement de soutien :

40 pour 6 mois

80 par an

abonnement pour

l'étranger (par avion) :

120 F par an

ÉDITORIAL

UN PARTI MALADE

Toujours dans le cadre de la préparation de leur 19^e Congrès les leaders du Parti Révisionniste multiplient les déclarations à la presse bourgeoise, et les interviews à tous les vents — Marchais (toujours lui), hôte du « Mardi de la presse » organisé par le cercle Français de la presse — répond aux journalistes « Mon sentiment personnel est que le camarade Waldeck-Rochet sera réélu secrétaire général du P.C.F. », et de préciser que si W.-Rochet est actuellement absent de la scène politique c'est uniquement pour des raisons de santé ».

Nous ne contestons pas la maladie de W.-Rochet, non plus que son droit d'être malade, mais l'annonce de la réélection à l'avance d'un secrétaire général, malade, usé et visiblement « hors du circuit » ressemble beaucoup plus à un « colmatage » politique qu'à une décision historique.

En vérité « l'appareil » personnifié par Marchais, tient avant tout à maintenir un équilibre politique en son sein, afin de pouvoir donner prochainement l'image officielle de l'unanimité à l'occasion de ce congrès.

Mais nous sommes trop habitués à ces congrès préfabriqués, ou depuis longtemps déjà les permanents ont pris le pas sur les représentants de la « base » pour nourrir encore la moindre illusion à ce sujet. Ce qui est certain, c'est que la vraie maladie dont souffre le P.C.F., n'est pas seulement celle de son secrétaire général, mais bien celle de tout le Parti. Le Révisionnisme moderne est une maladie pernicieuse, la masse des militants de base, trompée et bernée par un dosage savant et répété, a cependant conscience de cette maladie, mais elle n'en décèle pas toutefois l'origine avec clarté.

Sensibilisée actuellement par la campagne de préparation de ce 19^e Congrès ; essayant d'y voir clair dans les contradictions qui éclatent

dans le sillage de « l'affaire Garaudy » les militants de base, honnêtes et sincères, fidèles au vieux drapeau défraîchi, sont beaucoup plus réceptifs que nous le pensons en général aux explications politiques des marxistes-léninistes. C'est pourquoi nos camarades doivent faire un effort particulier en direction de ces militants en s'adressant à eux avec clarté et logique en s'appuyant d'une part sur l'accumulation des contradictions du camp révisionniste et d'autre part, en s'appuyant sur les textes marxistes-léninistes — édités et réédités depuis plusieurs années — OSER PARLER — OSER LUTTER, AGIR avec hardiesse en direction de la base pour lui montrer l'origine et le remède de la maladie, telle est la tâche actuelle de nos militants.

Nous aurions tort de penser que les militants et travailleurs communistes influencés par le Parti Révisionniste, ne se posent pas de questions ; en fait ils s'en posent des quantités mais ne peuvent y répondre seuls, sans l'aide des militants M.L. ; le doute a progressivement remplacé l'enthousiasme et la conviction, dans les rangs de ces militants victimes du Révisionnisme.

L'analyse d'un certain nombre d'assemblées de sections ou de Conférences Fédérales Révisionnistes prouve la justesse de nos affirmations ; beaucoup de délégués dans ces assemblées et conférences insistent sur deux points capitaux : 1) Les progrès de ce qu'ils appellent le « gauchisme » y compris dans les rangs des organisations de masse qu'ils contrôlent. 2) « l'incompréhension » croissante des masses envers la politique de leur Parti, envers les thèses de « Démocratie Avancée » préconisées par leurs dirigeants.

Nous pouvons citer le cas typique de ce militant révisionniste d'une fédération de province, qui demande à la direction de son parti, d'envoyer tous les adhérents à l'école politique afin

de clarifier absolument les problèmes. Ce militant réviso, qui est un travailleur trompé, pense que les difficultés viennent en fait du manque de niveau politique des masses et de leurs adhérents.

Cependant ce même militant est fortement troublé par le fait que toutes les conditions existent pour créer un courant mobilisateur, unitaire et révolutionnaire capable d'emporter la victoire décisive contre le capital. Ce militant comme tant d'autres n'est pas aveugle au point de ne pas constater que jamais la bourgeoisie n'a été aussi odieuse, cynique et agressive contre les travailleurs que jamais les communistes n'ont eu autant de forces potentielles à leur disposition.

Mais hélas ils ne voient pas cependant que leur parti n'a jamais été aussi faible idéologiquement, ni aussi incapable d'organiser autre chose que le freinage et la paralysie des forces vives du peuple.

Cela les masses le ressentent et le comprennent, non seulement à une échelle de Fédération, mais à l'échelle planétaire. Point n'est besoin d'écoles savantes pour le comprendre.

A la veille de leur 19^e Congrès nous disons aux travailleurs communistes trompés par le Révisionnisme :

« Pour guérir cette maladie dont vous souffrez au même titre que vos frères de classe conscients et exploités : Rejoignez les rangs des marxistes-léninistes véritables ; être Révolutionnaire cela signifie rompre avec ce qui a fait son temps, et est condamné par l'histoire ».

Etre Révolutionnaire c'est se tourner courageusement vers ce qui naît et se développe.

— Camarades vous ne guérirez pas dans les rangs du vieux Parti.

— Camarades il faut choisir.

RECTIFICATIF

Une déplorable coquille s'est glissée à la deuxième ligne de l'avant-dernier paragraphe de l'éditorial du numéro précédent. Cette erreur transformait Séguy et Marchais en « deux révolutionnaires ». Nous rectifions : ce sont de faux révolutionnaires.

De même le titre original de l'éditorial était « De faux révolutionnaires à démasquer », ce qui renvoyait à un article de Marchais portant le même titre (et non « de faux révolutionnaires aisés à démasquer » comme cela a été mis en note).

APPEL AUX CAMARADES CHEMINOTS POUR LA CONFÉRENCE NATIONALE DU 7 FÉVRIER

L'H.R. soutient l'initiative d'une première réunion permettant la confrontation des points de vue sur les problèmes cheminots, le 7 février 1970 à Paris. Prendre contact à Front Uni, 17, rue du Sentier, Paris-2^e. Les camarades discuteront de :

— l'organisation de l'action contre le démantèlement de la S.N.C.F. ;

— contre les atteintes en cours d'élaboration contre la caisse de prévoyance et la caisse des retraites ;

— élaboration et précision des revendications catégorielles en vue d'unir les cheminots ;

— définition des moyens d'action ;

— rôle négatif des syndicats, en quoi peuvent-ils encore être utiles et utilisés ?

— organisation des cheminots par le développement des comités de base et leur coordination.

Nous ajoutons que les retraités cheminots sont également invités pour participer à la discussion commune (vue leur expérience de lutte), ainsi que pour aborder les problèmes des cheminots retraités.

L'H.R. demande aux C.D.H.R. qui ont diffusé des tracts vers les dépôts S.N.C.F. et les cités cheminotes de les adresser également à l'H.R.

26 Février : ECRASONS LES FASCISTES !

Les débris des groupuscules fascistes de France ont la prétention de tenir un meeting international à Paris le 26 février à la Mutualité où seraient présents notamment des fascistes anglais et grecs, la phalange espagnole, des représentants du M.S.I. italien et du N.P.D. nazi.

Les militants révolutionnaires, les masses révolutionnaires de Paris riposteront à la provocation fasciste par une puissante mobilisa-

tion de masse et interdiront la tenue d'un tel meeting.

PREPARONS DES MAINTENANT LA RIPOSTE DANS L'UNITÉ LA PLUS LARGE.

Le 7 février 1968 déjà un groupuscule fasciste avait voulu tenir un meeting à la Mutualité ; 3.000 militants anti-impérialistes avaient fermement riposté et infligé une sévère correction aux fascistes et aux flics qui les protégeaient.



L'homme a des artères et des veines qui, par l'intermédiaire du cœur, permettent la circulation du sang, et il respire par les poumons, expirant le gaz carbonique et aspirant l'oxygène frais ; c'est ce qui s'appelle rejeter l'altéré et absorber le nouveau. De même, un parti prolétarien doit rejeter l'altéré et absorber le nouveau pour être plein de dynamisme. Sans rejet des déchets et absorption du sang nouveau, le parti n'aura pas de dynamisme.

Cité dans « L'Entrée du sang neuf prolétarien », éditorial du Hongqi, n° 4, 1968.

L'opposition et la lutte entre conceptions différentes apparaissent constamment au sein du Parti ; c'est le reflet, dans le Parti, des contradictions de classes et des contradictions entre le nouveau et l'ancien existant dans la société. S'il n'y avait pas dans le Parti de contradictions, et de luttes idéologiques pour les résoudre, la vie du Parti prendrait fin.

« De la contradiction » (Août 1937), Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, Tome I.



L'ACCORD A BERLIET-VENISSIEUX : LES SYNDICATS AVEC LES PATRONS

9 janvier : Signature de l'accord Berliet par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et la direction. C'est l'aboutissement de 2 longs mois de négociations.

Comme on va le voir par la suite les syndicats se sont finalement alignés sur les propositions des patrons.

A Berliet, avec beaucoup de prudence on s'est méfié des réactions des travailleurs : c'est pour cela qu'aucune clause restrictive du droit de grève ne figure clairement dans le texte de l'accord. Par contre, il est dit — et la direction Berliet insiste sur ce point — que « pendant la durée du contrat et sur les sujets traités, le respect des engagements sera la règle. La « paix sociale » a-t-elle été signée chez Berliet ?

On peut le croire car les accords portent sur des points sur lesquels les syndicats demandaient depuis longtemps des négociations.

1) **SALAIRES** : le S.M.I.G. Berliet est porté à 820 F (contre 1000 F réclamés par la C.G.T. : c'est une première reculade) et augmentation générale de 2 %. Les salaires Berliet restent parmi les plus bas de l'automobile et les 2 % correspondent à peu près à ce que la direction accordait chaque année sans lutte et sans accord.

2) **ECHELLE MOBILE** : l'augmentation des salaires, en fonction du coût de la vie sera basée sur des indices connus par les syndicats, les allocations familiales et l'I.N.S.E.E. Cependant, comme ces indices sont calculés à la fin d'une année ils sont toujours en retard sur l'augmentation réelle au moment de leur application : le rattrapage n'est donc que partiel.

3) **HORAIRES DE TRAVAIL** : on sortira 6 mn plus tôt mais 6 mn ça ne se sent pas beaucoup sur une journée de 9 heures. De plus on voit encore là une reculade de la C.G.T. qui a abandonné le préalable du calendrier précis de retour au 40 h avancée par Ségué chez Berliet le 5 décembre 69.

4) Pas un mot sur les cadences et les conditions de travail mais amélioration dans le domaine de l'exercice du droit syndical et l'avancement de l'âge de la retraite.

Un bilan rapide permet de faire quelques remarques.

1) Le patron s'en tire à bon compte. Il a su saisir la perche qu'on lui tendait : « Pourquoi laisser s'aggraver les conflits jusqu'à la grève pour engager des négociations » avait dit Ségué. En d'autres termes soyez « réalistes et constructifs et nous le serons aussi : la grève sera évitée. » Or Berliet, comme tous les monopolistes français a besoin de la « paix sociale », a besoin d'une politique sociale planifiée pour pouvoir maintenir et augmenter ses profits et apparaître comme un concurrent valable sur le marché du poids lourd.

2) Bien sûr, ce n'est pas par plaisir que les travailleurs se mettent en grève, mais il s'agit pour eux de défendre leur porte-monnaie. Et l'histoire du mouvement ouvrier apprend que chaque fois que les patrons lâchent quelque chose d'important, c'est seulement lorsqu'il y est contraint et forcé par la lutte unie et résolue des travailleurs.

Sans lutte, on ne peut avoir que des miettes. On ne peut rien imposer. Si les conditions ont changé depuis Marx et Lénine, ce n'est sans doute pas dans le sens d'une baisse de l'exploitation ou d'une « humanisation » des patrons. Au contraire, l'exploitation s'accroît car les patrons cherchent toujours à augmenter leurs profits.

3) Si les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. se frottent les mains, c'est que cet accord apporte de l'eau au moulin de leurs théories révisionnistes.

a) Preuve est faite qu'il existe des patrons de bonne volonté qui acceptent en dehors de toute lutte de céder des miettes, que de tels patrons ne sont pas un obstacle au « progrès social » et qu'il ne serait pas exclu de collaborer avec eux dans le cadre de la « démocratie avancée » — c'est pourquoi, à partir de l'exemple de Berliet la C.G.T. demande que des discussions soient engagées pour que ce type d'accord s'étende à toute la métallurgie du Rhône (Progrès du 17-01).

b) Preuve est faite que le front syndical commun peut apporter des résultats sans qu'il y ait nécessité de recourir à la grève. On peut alors penser que les forces de gauche réunies autour d'un programme commun pourrait bien imposer « la démocratie avancée. »

4) Cette attitude de la C.G.T. est à mettre en parallèle avec sa dureté apparente lorsqu'il s'agit du contrat de progrès E.C.F. Le référendum du 14 janvier a été un succès relatif ; mais forte de ce succès qu'envisage la C.G.T. : de reprendre les discussions. Il y aura peut-être quelques soubresauts si la direction E.C.F. se montre trop têtue. Mais si elle se montre « réaliste » elle reprendra le dialogue. Le terrain est choisi : celui de la concertation et de la collaboration mais ce n'est plus celui de la lutte de classe.

5) Quant aux autres syndicats, leur ligne réformiste ne pouvait que les amener à signer de tels accords.

6) La C.G.T. a beaucoup insisté sur l'aspect démocratique de la signature. A ses dires 99,6 % des travailleurs consultés se sont déclarés favorables lors des consultations. De quoi s'agit-il ? D'une opération démagogique car les travailleurs n'ont en leur mot à dire qu'à la veille de la signature. Et s'ils se sont montrés favorables ça ne prouve qu'une chose : c'est que les travailleurs sont d'accord pour accepter tous les avantages mêmes minimes. Mais il sera intéressant de voir par la suite combien cautionneront la politique de concertation - collaboration des syndicats.

Dans la lutte classe contre classe il ne s'agit pas d'être reconnu par le patron comme un interlocuteur valable, mais le faire céder devant la force organisée et résolue de la classe ouvrière.

Des accords au sommet entre les organisations ne suffisent pas et sont inutiles si les travailleurs ne sont pas unis à la base, sur des actions concrètes contre les patrons, contre les exploités. C'est par là que la classe ouvrière trouvera la force nécessaire pour rallier les couches exploitées et faire échec aux plans d'exploitation du patronat.

Correspondant HR,

CHEZ DEBRIE, PARIS-XI° :

LES OUVRIERS ENGAGENT LA LUTTE CONTRE LES MENACES DE FERMETURE

Le Comité H.R. du 11° a pendant une semaine milité essentiellement au sein d'un large Comité de soutien à cette grève. Deux dizaines de milliers de tracts ont été ainsi distribués pour populariser cette grève dure ; et vendredi, plusieurs grévistes « remontés » par ce soutien efficace commençaient à « bouger » par rapport aux tours de passe-passe des dirigeants révisionnistes de la C.G.T.

Ceux-ci ont en effet tout fait pour laisser, depuis le 6 janvier, pourrir la grève : ils ont sorti des tracts dignes de F.O., c'est-à-dire complètement dépolitisés (... sous prétexte que les cadres, même réactionnaires faisaient grève). Ils ont fait des « démarches », des démarches et des démarches auprès de tas de gens « bien en place », ainsi que des entrefilets dans l'Huma et des quêtes « à vot' bon cœur m'sieurs-dames ». Tout cela sans créer de Comité de grève, sans occuper les locaux restés vacants, sans appeler à des débrayages de solidarité les entreprises voisines, etc.

Les camarades du quartier ne restèrent pas inactifs pendant le week-end. Il fut décidé de continuer la grève et de l'accroître par des affiches et des tracts pour la rentrée de lundi matin. En plus, notre C.D.H.R. diffusa le tract ci-joint, complété d'un panneau dénonçant la manœuvre révisionniste et d'une collecte de fonds. Après une provocation insensée d'un bonze de l'Union locale de la C.G.T. (« Vous n'avez pas le droit de soutenir les gars de Debré ! ») ce fut la police qui intervint en force, interrompant notre propagande à plusieurs reprises et

réussissant finalement à coincer un camarade. Celui-ci fut odieusement brutalisé dans un car de police, puis retenu plus de 6 heures avec une possible inculpation pour « injure et rébellion » voire « coups et blessures ! ». Quelques heures après, un autre tract était joint et distribué, dénonçant cette nouvelle répression policière ; et dans la nuit de dimanche à lundi le quartier autour de Debré se couvrait d'affiches et de mots d'ordre, notamment du Comité de soutien et de l'avant-garde marxiste-léniniste.

La rentrée de lundi fut chaude !

C'est dans une confusion révélatrice que la C.G.T. imposa — pour mieux contrôler les récalcitrants — un rapide vote à main levée de la reprise du boulot ; cette dernière manœuvre lui accorda la majorité, celle des provisoirement démobilisés par les révisionnistes ; mais de nombreuses mains nouvelles osèrent se lever pour la continuation de la grève ; et les commentaires acerbes sur la trahison de la C.G.T. (« on a fait trois semaines de grève pour rien ») ont occupé toute la journée.

Camarades de Debré, vous avez perdu une bataille, mais vous y avez gagné de mieux reconnaître où sont vos ennemis jusque dans vos rangs : dirigeants révisionnistes C.G.T.-P.C.F. qui ont complété l'action des flics et du patronat !

Camarades de Debré, organisez-vous en Comité de base ! Dégagée du révisionnisme, la classe ouvrière vaincra ! Debré doit payer ! A bas le capitalisme affameur !

Pour le C.D.H.R. du 11°, un camarade

PROLÉTAIRES DE TOUT LE QUARTIER, UNISSEZ-VOUS :

— CONTRE LE PATRON DE
DEBRIE QUI VEUT LICENCIER
SON PERSONNEL !

— AVEC LES 270 EMPLOYÉS
DE DEBRIE EN GREVE ILLI-
MITÉE DEPUIS LE 6 JANVIER !

L'une des plus grosses entreprises du 11°, DEBRIE, 111, rue Saint-Maur (industrie de précision : caméras) veut fermer ses portes et jeter à la rue ses 270 employés comme on jette une orange après l'avoir pressée à fond.

Voilà le dernier sale coup du Capital, des patrons buveurs de la sueur et du sang des ouvriers ! Car cette boîte est prospère (pour les patrons !), ses carnets de commande remplis (O.R.T.F.), son personnel très spécialisé. Mais les super-profits des propriétaires obtenus depuis 50 ans sur le dos des travailleurs ont accru l'appétit de bénéfices des patrons de DEBRIE. Ils veulent, depuis un an monnayer, « leur affaire » à de plus gros recoins qu'eux, au capital monopoliste international et national : les banquiers américains (par l'intermédiaire d'une société anglaise) sont en train de racheter les brevets, les machines, et les gros spéculateurs de la construction immobilière française se disputent le terrain à bâtir... en immeubles hors de prix.

Conclusion ? Depuis plus d'un an la direction DEBRIE manœuvre son personnel pour s'en débarrasser peu à peu, quitte à désorganiser sa propre production, quitte à s'adresser à ces nouveaux vendeurs d'esclaves salariés que sont les

maisons de « Travail Intérimaire », lorsque la production souffre trop des licenciements du personnel-maison !

En 1969, il y a eu 58 de ces licenciements. Ce mois-ci, ce sont au moins 47 ouvriers ou employés qui sont menacés. La fermeture de l'usine est, semble-t-il, décidée, pour aller s'installer en Angleterre.

Alors, sous l'impulsion des plus combattifs montrant l'exemple par des premiers débrayages, tout le personnel s'est mis en grève illimitée depuis le 6 janvier 1970 ; parce que les producteurs ne sont pas des marchandises et les patrons vont le savoir à leur dépend. Ce nouveau combat prolétarien (ce sont les ouvriers qui ont entraîné les cadres et la C.G.T. à leur grève) est une riposte du tac-au-tac à la dictature du Capital que nous subissons tous et en premier lieu les ouvriers qui travaillent ou habitent dans le quartier. On a raison de se révolter contre le Capital !

C'est pourquoi les communistes de notre quartier que nous sommes vous appellent, camarades, à L'ACTION CONCRETE ET RAPIDE DE SOLIDARITE PROLETARIENNE AVEC LE COMBAT DES OUVRIERS DE DEBRIE. Contrairement aux pétitions, « démarches au sommet », et autres duperies toujours employées (à DEBRIE comme ailleurs) par la direction révisionniste de la C.G.T. ou du P.C.F., ce qu'il faut, c'est que la population ouvrière, travaillant ou habitant le quartier, intervienne directement pour soutenir les camarades de lutte à DEBRIE !

LYON : A LA C.I.F.T.E., L'UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION DEVIENT UNE REALITE

La C.I.F.T.E., usine de tubes de télé, environ 800 ouvriers, une très forte majorité de travailleurs immigrés (sur les chaînes, il n'y a presque qu'eux) et un patron de choc. Pour lui, tous les moyens sont bons, pourvu que ça rende : le racisme (beaucoup de chefs sont ouvertement sionistes), les licenciements, il licencie 113 ouvriers im-

migrés d'un coup. L'usine vient d'être rachetée par le groupe Thomson et, depuis septembre, c'est la grande offensive patronale pour « réorganiser » la production : suppression de postes, licenciement et surtout l'accélération des cadences (plus que doublées dans certains ateliers).

A l'exploitation répond la riposte ouvrière : la combativité est très grande à la C.I.F.T.E., surtout chez les travailleurs immigrés : à la suite de plusieurs débrayages, en octobre et décembre, les chefs les plus hargneux ont dû rabaisser leur caquet. Et à la C.I.F.T.E., la lutte est d'autant plus difficile que

la section C.G.T. marche la main dans la main avec le patron (et F.O., bien entendu) : pour eux, tout ouvrier combattif est un « gauchiste » à abattre. Récemment, le Comité d'Entreprise (C.G.T. et F.O.) a donné un accord pour licencier un jeune délégué trop actif à leur goût.

Sur les chaînes, les ouvriers immigrés en ont marre des cadences impossibles. Avec ce système, le patron est gagnant sur toute la ligne : il exige des cadences impossibles, ce qui augmente la production, et comme n'importe comment, on n'arrive pas à les faire, ça diminue la paye à la fin du mois.

Le vendredi 9 janvier, l'équipe de nuit, dans 3 ateliers, décide un débrayage de 2 h, pour une diminution des cadences et une augmentation des salaires. Le lendemain, ils sont suivis par les deux autres équipes (travail en 3 x 8). Dès le lundi, un groupe d'ouvriers de l'usine pour un Comité de base sort un premier tract appelant à l'unité et à la solidarité sur les revendications.

Et, pendant toute la semaine, la lutte ne fait que grandir : chaque jour, il y a de plus en plus de grévistes, et les débrayages sont de plus en plus longs. Le jeudi 15, 5 ateliers sont en grève (plus de 300 ouvriers) et les débrayages durent 7 heures.

Pendant toute la semaine, le patron manœuvre pour saboter la lutte. Il envoie d'abord les délégués C.G.T. (dans l'usine, il y a 18 délégués : seuls un délégué C.G.T. et un C.F.D.T. font grève. Des délégués immigrés poussés par leurs camarades) : les travailleurs les mettent à la porte et leur conseillent d'aller plutôt organiser la grève dans leurs ateliers. Puis les ouvriers refusent de discuter avec les chefs, ils refusent la proposition du patron de les recevoir un par un. Ils exigent que le patron les écoute ensemble exposer leurs revendications.

Le vendredi 16, c'est la première victoire : tous les grévistes sont dans la cour, face au patron. Ils réclament :

- une diminution des cadences,
- 30 centimes d'augmentation,
- le paiement des heures de grève.

Nouvelle manœuvre du patron : il essaye de diviser en proposant des augmentations différentes (de 20 à 30 centimes) suivant les postes et une création de poste dans un atelier seulement. Nouvel échec pour le patron, les grévistes refusent de se laisser diviser, ils continuent la grève et désignent un Comité de grève.

Depuis lundi 19 janvier, les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. diffusent des tracts et prétendent se mettre à la tête de la lutte. Manœuvre bien connue : on laisse démarrer la lutte à la base, on s'y oppose même « Vous feriez mieux de négocier, plutôt que de faire la grève ! » a dit l'un d'eux. On attend encore au cas où ça se pourrait... Mais la base, forte et unie, s'organise, alors on se met à la tête pour ne pas perdre la face et essayer de briser la lutte. Les chemins, les ouvriers de la R.A.T.P. en savent quelque chose ! A la C.I.F.T.E., cela ne trompe personne. Tout le monde sait bien que la

Base, elle seule a démarré la grève et l'a organisée. Le Comité de grève (il n'y a aucun délégué) continue à se réunir et prendre les décisions. Lundi 15 janvier, il a organisé deux défilés dans le quartier. Les dirigeants syndicaux courent après le patron pour essayer de négocier, les travailleurs, tous unis, l'avaient obligé à descendre dans la cour ! Ils ont appelé à la rescousse L'Inspecteur du travail ! Au départ, ils ont été obligés de reprendre les revendications de la Base. Depuis le 21 janvier, ils commencent à reculer : ils demandent 20 centimes d'augmentation, non plus 30 centimes, et ils ne disent plus un mot sur la diminution des cadences, alors que c'est là-dessus qu'est partie la grève ! Racistes, ils essayent de minimiser le courage et la détermination des camarades immigrés qui, tous seuls, ont démarré.

Tout cela annonce des manœuvres pour briser et trahir la lutte.

UNITE A LA BASE.

Mais cela sera dur pour eux. La

Base est forte, son organisation progresse, et les camarades ont tiré des leçons du passé.

De plus, toute la semaine, des tracts ont été diffusés devant les usines, les facultés et les restaurants universitaires de Lyon. Des collectes ont été faites. Car, bien sûr, pas un mot dans la presse locale. Nous avons brisé l'isolement.

A la C.I.F.T.E., les travailleurs se sont emparés des mots d'ordre des Comités de Base lancés par les marxistes-léninistes dès 1968 et ils vérifient leur justesse dans la pratique.

SEULE L'ACTION PAYE.

La seule activité des syndicats de l'usine était de se réunir une fois par mois, autour d'une bouteille de champagne, avec le patron.

Par l'action, les ouvriers sont résolus à lutter jusqu'au bout pour faire céder le patron et lui imposer leur volonté ; au premier plan la diminution des cadences.

Les syndicats accusent les grévistes d'être manœuvrés par l'extérieur pour diviser les travailleurs. En 13 jours de grève, les ouvriers ont réalisé l'unité sur les chaînes, ils ont rallié les indécis. Et c'est d'autant plus remarquable qu'à la tête de la lutte, ce sont des ouvriers immigrés soumis à la répression des patrons et des flics.

ORGANISONS-NOUS EN COMPTANT AVANT TOUT SUR NOS PROPRES FORCES.

Ils ont chassé les délégués traîtres, ils ont su organiser eux-mêmes leur grève, désigner leurs propres représentants.

Les camarades grévistes sont prêts à lutter jusqu'au bout, jusqu'à satisfaction totale de leur revendication. Nous vous tenons au courant des derniers développements.

LA BASE UNIE ET ORGANISEE VAINCRA.

Correspondant H.R.

MASSY : Non aux expulsions Cité Carnot ; un mauvais coup de la Mairie

Camarade,
L'affaire dont il est question dans ce tract du cercle H.R. de Massy n'est pas terminée : le travailleur fait en effet appel pour sa condamnation car, d'après son avocat, les « attendus » du procès peuvent l'obliger à payer beaucoup plus si le contremaître frappé peut prouver qu'il est dans l'incapacité de « retravailler » normalement (le C.D.H.R. vous fera parvenir les renseignements).

Par ailleurs, le travailleur bénéficie de l'amnistie générale car l'affaire remonte au mois de mai, avant l'investiture de Pompidou :

Cité Carnot, à Massy, vivent 21 familles dans des baraques « provisoires » construits en 1945 pour reloger les sinistrés des bombardements. Depuis 25 ans, les Domaines empochent chaque trimestre les 126 000 AF de loyer (6 000 AF par trimestre par foyer) sans qu'aucune réparation ait jamais été faite.

Depuis quelque temps, la mairie a décidé que la cité Carnot ne devait plus exister et cherche à vider ses habitants sans leur proposer de relogement, en prenant prétexte de l'autoroute qui doit passer tout au fond de la cité (2 baraques seulement sont concernées).

Comme personne ne se laisse intimider, la mairie décide de passer à l'action. Elle envoie une lettre recommandée aux occupants de la première maison le 28 avril 1969, leur ordonnant de vider les lieux avant le 3 mai (ce qui est absolument illégal). Le 3 mai, un bulldozer appartenant à une entreprise de Caen : pour que la mairie ne se salisse pas trop les mains sans doute... commandé par un contremaître des domaines commence à démolir la moitié de la baraque... Devant ces méthodes fascistes, le travailleur retraité qui occupe le logement se défend, le contremaître Panie lui répond « T'avait qu'à mettre du fric

il doit « seulement » payer les dommages et intérêts, les indemnités et les frais de procès.

D'autre part cette affaire n'est pas la seule qui ait eu lieu, quand on sait que la mairie possède, à Massy-Villaine des H.L.M. vides depuis plus d'un an et qu'elle répond à ceux qui veulent y habiter que les « loyers sont beaucoup trop chers pour eux » ou encore que « ces appartements sont réservés à l'Administration », on comprend le sale jeu que joue le maire Aubert (S.F.I.O.) et son équipe (qui comprend quelques militants du P.C.) :

de côté, depuis le temps ». Alors le travailleur lui flanque un coup de planche à travers la figure pour l'empêcher de démolir toute la maison !

Bilan :
3 mois de prison avec sursis,
500 francs d'amende,
200 francs de dommages et intérêts,
500 francs d'indemnités pour Panie.

Total : 1 200 francs
3 mois de prison et 120 000 AF à donner à la justice des patrons et à ses larbins pour avoir défendu courageusement sa maison ! Voilà comment on traite les travailleurs ! Voilà la justice bourgeoise : la balance penche toujours du côté des flics et des patrons !

Où la mairie veut-elle en venir ?

— Cette démolition, cette lourde peine à celui qui ose se défendre. C'est pour foutre la trouille aux autres habitants.

— Cette expulsion, n'est-ce pas pour obliger les occupants à habiter « volontairement » des H.L.M. à 45 000 AF par mois et mettre un peu plus de fric dans la poche des sociétés immobilières ? (comme par hasard les impôts dans la cité sont passés de 14 000 à 26 000 AF depuis cette affaire) .

— N'est-ce pas aussi pour reloger éventuellement quelques travailleurs du bidonville du 44 trop combattifs ?

— N'est-ce pas pour faire semblant de tenir ses promesses électorales démagogiques... en vidant les gens de chez eux ?

L'hypocrisie du maire (président de l'association des vieux de France à Massy...) est bien claire : quelques jours avant la démolition, il promettait à la cité Carnot qu'il n'y aurait pas d'expulsion !

A qui fera-t-on croire que le maire et son équipe de politicards n'y sont pour rien ? D'ailleurs, de l'avenue même du contremaître Panie, le maire pouvait s'opposer à la démolition s'il le voulait.

— Est-ce ainsi que la mairie compte utiliser ses pouvoirs (contre les travailleurs) et qu'est-ce que ce serait si elle possédait les pouvoirs pour lesquels elle a fait campagne au dernier référendum ?

— Les habitants de la cité Carnot ne se laisseront pas faire !

— Ils ont raison de résister !

— Ils n'étaient pas suffisamment organisés la dernière fois pour répondre aux agressions de la mairie et des domaines, mais ils sauront s'opposer par tous les moyens aux expulsions !

Pour défendre nos droits contre la justice de classe des capitalistes pour s'opposer à toutes les expulsions, il faut le FRONT UNI du peuple contre ses exploiteurs.

Contre la vie chère, contre les logements vétustes et les loyers élevés, il faut s'organiser et lutter, dans des Comités de quartier, de locataires, dans des Comités de base sur les usines.

NON AUX EXPULSIONS !
RELOGEMENT A BAS PRIX DES TRAVAILLEURS !

VIVE LE FRONT UNI DES MASSES POPULAIRES !

C.D.H.R. de Massy.

Allons au devant de grandes années 70 !

L'éditorial du nouvel an paru dans le *Renmin Ribao*, le *Hongqi* et le *Jiefangjun Bao* a déjà été publié en français dans *Pékin Information* (n° 1 de 1970) et dans les *Cahiers de la Chine Nouvelle*. Nous avons tenu à le reproduire dans H.R. Il s'agit en effet d'un texte fondamental qui, en transmettant d'importantes directives du camarade Mao Tsé-toung, définit pour les dix années à venir les objectifs stratégiques du Parti Communiste Chinois et du mouvement communiste international, à la lumière des enseignements des dix années écoulées. La décennie qui se termine a vu la montée irrésistible des luttes populaires dans le monde et la désagrégation sans cesse accentuée du système impérialiste tandis que la Chine socialiste se consolidait, entraînait grâce à la révolution culturelle dans une étape nouvelle et contribuait tant par son aide fraternelle que par son exemple grandiose de façon décisive au combat de l'humanité entière. Au seuil de la nouvelle décennie, les fermes résolutions du Parti Communiste Chinois promettent des victoires pour les peuples du monde entier, encouragent chaque mouvement révolutionnaire et lui permettent de mieux situer ses tâches particulières dans le contexte mondial.

H.R.

LES années 60 du XX^e siècle se sont écoulées. Le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde entier ont franchi fièrement et d'un pas militant le seuil des grandes années 70.

Etendant son horizon au monde entier et envisageant l'avenir, le peuple de diverses nationalités de notre pays, transporté d'enthousiasme, souhaite de tout cœur une longue vie au président Mao, notre grand dirigeant et le guide révolutionnaire du prolétariat.

Au début des années 60, le président Mao a indiqué avec prévoyance: «L'époque dans laquelle nous entrons et qui s'étendra sur une cinquantaine, voire sur une centaine d'années, sera une grande époque. Elle verra un changement radical du système social à l'échelle mondiale; ce sera une époque de grands bouleversements, une époque sans pareille dans l'histoire.»

L'histoire des années 60 a confirmé avec éloquence cette grande prédiction du président Mao.

La dernière décennie est une décennie où l'ennemi se désagrège chaque jour davantage, tandis que pour nous la situation devient toujours meilleure, une décennie où le marxisme, le léninisme, la pensée-mao-tsétoung a remporté de grandes victoires dans la polémique ouverte et le combat acharné contre le révisionnisme moderne, et où s'est impétueusement développée la grande lutte des peuples révolutionnaires du monde entier contre l'impérialisme ayant pour chef de file les Etats-Unis, le révisionnisme moderne avec pour centre le révisionnisme soviétique et toute la réaction.

Pendant cette décennie, les mouvements révolutionnaires du prolétariat et des masses populaires, dans de nouvelles conditions se répandent dans le monde entier avec l'impétuosité de l'avalanche et la force de la foudre. Le mouvement de libération nationale avance par vagues successives. Les partis et organisations marxistes-léninistes révolutionnaires ne cessent de se développer dans la lutte. Le capitalisme va irrémédiablement à son déclin et le socialisme marche irrésistiblement vers la prospérité. Tel un géant, la grande Chine socialiste se dresse à l'Orient. L'Albanie, ce phare du socialisme en Europe, brille d'un éclat toujours plus vif. L'héroïque peuple vietnamien, avec ses poings

L'impérialisme américain qui, après la Seconde Guerre mondiale, s'est hissé sur le trône de potentat du capitalisme mondial, est tombé de son sommet peu de temps après. Il entreprend l'expansion des armements et la préparation à la guerre et, partout, il se livre à l'agression et met sur pied des bases militaires, passant ainsi à son cou les cordes de potence que les peuples du monde serrent toujours plus fortement. Aux Etats-Unis, pays qui se prétend être «le plus riche» du monde, des dizaines de millions d'habitants deviennent toujours pauvres et souffrent de plus en plus de la faim. La lutte du prolétariat américain et d'autres couches des larges masses populaires contre les groupes capitalistes monopoleurs et la lutte des Afro-Américains contre la violence répressive ont placé les dominateurs réactionnaires américains dans la plus complète perplexité. Les maîtres de la Maison Blanche de toute législature n'ont pu trouver une panacée pour sauver l'impérialisme américain de son déclin. Les patrons de Wall Street qui se vantaient de ce que le XX^e siècle serait le «siècle américain» s'écrient avec amertume et répugnance que les Etats-Unis sont entrés dans les «années difficiles». Le déclin rapide de l'impérialisme américain montre de façon frappante que le système capitaliste s'est engagé dans une nouvelle crise générale extrêmement profonde.

La clique des renégats révisionnistes soviétiques, centre du révisionnisme moderne, va à un rythme accéléré à son effondrement total. Il n'a pas fallu longtemps pour que Khrouchchev, ce clown qui affichait une arrogance démesurée, ne devienne plus que de répugnant rebut. Pour ses successeurs, Brejnev et consorts, les choses vont de mal en pis, d'année en année. Ils se sont enlisés dans de multiples crises causées par des difficultés tant intérieures qu'extérieures. A l'intérieur du pays, ils pratiquent une dictature fasciste, et à l'étranger, ils se livrent à l'agression et à l'expansion, ce qui a révélé totalement la nature du social-impérialisme et suscité une opposition toujours plus énergique de la part du peuple soviétique et des autres peuples. L'apparition du social-impérialisme révisionniste soviétique n'est qu'un intermède dans l'évolution de l'impérialisme vers son effondre-



Après les barricades de Paris, de Milan l'année 69 a vu la jeunesse irlandaise se dresser contre l'impérialisme.

de fer, a battu à plate couture l'impérialisme américain. Cette grande vérité dégagée par le président Mao: «le pouvoir est au bout du fusil», a prodigé un encouragement toujours plus immense à la lutte armée des peuples des régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le barrage du système colonial impérialiste s'est écroulé tronçon par tronçon. Les flammes révolutionnaires qui jaillissent partout se sont étendues jusqu'au cœur même de l'impérialisme. Les crises financières et monétaires qui secouent l'Occident, les crises économiques chaque jour plus graves et plus profondes, ont encore aggravé la maladie incurable qui ronge l'économie capitaliste. Le vieux monde chancelle sous la tempête, les volcans entrent en éruption l'un après l'autre et des couronnes tombent une à une. Il n'existe plus sur la terre une seule «oasis paisible» pour l'impérialisme.

ment total. Le social-impérialisme révisionniste soviétique ne peut ni remédier à la débâcle de tout le système impérialiste, ni se sauver de la ruine. La prétendue «doctrine de Brejnev» n'est au fond qu'une variante du néo-colonialisme agonisant.

Contrairement à la désagrégation et au déclin de l'impérialisme et du social-impérialisme, la Chine socialiste, sous la direction de notre grand dirigeant, le président Mao, est devenue encore plus consolidée, plus prospère, plus puissante et plus dynamique que jamais. Le grand débat que notre parti a engagé, sous la direction personnelle du président Mao et de concert avec les marxistes-léninistes du monde, contre le révisionnisme moderne, a préparé sur les plans idéologique, théorique et politique, les conditions pour des victoires encore plus grandes de la révolution prolétarienne mon-



1969 année du 9^e Congrès du glorieux Parti Communiste chinois !

diale. La victoire de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, déclenchée et dirigée en personne par le président Mao, a brisé le rêve de l'impérialisme et du révisionnisme de restaurer le capitalisme en Chine et, a frayé, dans l'histoire du mouvement communiste international, une voie radieuse à la consolidation de la dictature du prolétariat et à la poursuite jusqu'au bout de la révolution socialiste. La grande pensée-mao-tsétoung a connu une large diffusion sans précédent parmi les 700 millions de Chinois. L'influence historique, profonde et durable, du IX^e Congrès du Parti communiste chinois se fait sentir toujours plus nettement. Notre grande patrie socialiste est devenue une puissante force politique de notre époque dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, l'amie la plus sûre du prolétariat de tous les pays et des peuples et nations opprimés du monde et l'espoir de la révolution mondiale.

Le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle. A travers les années 60, années de grands bouleversements, de grandes divisions et de grands regroupements, les forces révolutionnaires du monde se sont développées et la ligne de démarcation entre les classes est devenue nette. Le nouveau développement des contradictions fondamentales du monde continuera inéluctablement de provoquer la révolution. Les années 70 seront une époque où la tempête de la révolution populaire se déchaînera sur une envergure encore plus vaste à travers le monde, une époque où l'impérialisme, en proie à de multiples contradictions, s'acheminera plus rapidement à son effondrement, une époque importante où les forces révolutionnaires du monde mèneront une lutte acharnée contre les forces contre-révolutionnaires qui se débattent dans les affres de l'agonie. L'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique ont beau entrer en collision et se disputer des sphères d'influence, aussi nombreuses que soient les intrigues qu'ils fomentent et quel que soit le genre de guerre d'agression qu'ils déclenchent, ils ne pourront échapper à leur effondrement inéluctable. Ils n'en ont plus pour longtemps.

Le président Mao nous enseigne: La Chine se doit d'apporter une plus grande contribution à l'humanité. Sous la direction de notre grand dirigeant, le président Mao, notre grand parti, notre grand peuple, notre grand pays et notre grande armée s'acquitteront de la glorieuse mission que l'histoire leur a confiée. Ils ne décevront pas l'attente des peuples du monde. Dans cette année nouvelle, le Parti, l'armée et le peuple tout entiers doivent s'unir plus étroitement encore autour du Comité central du Parti ayant à sa tête le président Mao, et comme chef adjoint le vice-président Lin Biao, s'armer mieux encore de la pensée-mao-tsétoung, et à la lumière de ces grands concepts stratégiques du président Mao: «Redoublons de vigilance, défendons notre patrie» et «Préparons-nous en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et faisons tout dans l'intérêt du peuple», faire progresser la lutte-critique-réforme, examiner le travail accompli dans ce domaine, se garder de toute présomption et de toute précipitation et accomplir de façon meilleure et plus rapide les tâches de combat avancées par le IX^e Congrès du Parti.

A présent, le mouvement de masse de la lutte-

critique-réforme gagne en profondeur sur tous les fronts. Les principes politiques prolétariens formulés par le président Mao sont appliqués mieux encore dans tous les domaines. Partout sont apparues des choses nouvelles, prolétariennes, douées d'une vitalité illimitée. Nous devons combiner le grand mouvement de masse pour l'étude et l'application vivantes de la pensée-mao-tsétoung avec l'accomplissement des différentes tâches de la lutte-critique-réforme, prendre fermement en main cette clef qu'est la lutte entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, réaliser dans toutes les unités de base cette tâche fondamentale qu'est la consolidation de la dictature du prolétariat, continuer à développer la vaste critique révolutionnaire, liquider l'influence pernicieuse de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi, ce renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière. Nous devons, dans les domaines idéologique et culturel, porter haut levé le grand drapeau rouge de la pensée-mao-tsétoung et continuer à éliminer l'influence des idées de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses. Dans le domaine politique, nous devons mener à bonne fin le travail de l'assainissement de nos rangs de classe selon les mesures politiques arrêtées par le Parti et renforcer la dictature sur la poignée de contre-révolutionnaires. Dans le domaine économique, nous devons consolider et développer l'infrastructure économique socialiste et combattre systématiquement les tentatives de corruption et de sabotage de la bourgeoisie. Il faut poursuivre la révolution avec persévérance et en profondeur, acquérir de nouveaux succès et de nouvelles expériences dans les domaines de l'enseignement, de la recherche scientifique, de la littérature et de l'art, de la presse et de la santé publique.

Lors du IX^e Congrès du Parti, le président Mao a souligné à plusieurs reprises: «Il faut ériger des exemples types.» «Pour ce qui est du travail concernant l'ensemble, il faut d'abord en assurer le succès sur un tiers.» Nous devons appliquer résolument cette directive d'une importance capitale, élaborer un plan général pour bien accomplir les diverses tâches de la lutte-critique-réforme suivant un ordre établi, de façon approfondie et minutieuse, active et prudente.

Il faut, sur la base de l'assainissement de nos rangs de classe, donner toute son importance au travail de consolidation et d'édification du Parti. Edifier notre parti à la lumière de la grande théorie du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, c'est une garantie fondamentale qui nous permet de faire rayonner les victoires grandioses de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, une mesure de grande portée historique pour consolider davantage la dictature du prolétariat. Dans la consolidation et l'édification du Parti, il faut du début à la fin donner la primauté à l'édification idéologique, étudier assidûment les nouveaux Statuts du Parti, éduquer consciencieusement les membres du Parti et les éléments actifs qui demandent à adhérer au Parti, à la lumière de la théorie du marxisme, du léninisme, de la pensée-mao-tsétoung sur le Parti et des thèses concernant les rapports entre le dirigeant, le Parti, le pouvoir, la classe et les masses, critiquer les courants idéologiques de droite ou d'extrême gauche, courants réactionnaires propres à la bourgeoisie. Il faut mener

à bien et de façon correcte le travail dit «rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau». Tout membre du Parti se doit de refondre radicalement sa conception du monde, en examinant ses pensées et son comportement en fonction des directives du président Mao et des dispositions des nouveaux Statuts du Parti.

Au fur et à mesure que la lutte-critique-réforme se développe en profondeur, un nouvel essor se dessine dans la production industrielle et agricole. Les dirigeants aux différents échelons doivent se tenir à l'avant-garde dans le mouvement de masse, appliquer dans tous les domaines la ligne générale définie par le président Mao: «Edifier le socialisme selon les principes: déployer tous ses efforts; aller toujours de l'avant; quantité, rapidité, qualité et économie» et sa grande directive: «Faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre», de sorte que le mouvement ne cesse de progresser en profondeur conformément à la pensée-mao-tsétoung. Tant que nous donnerons libre cours à l'enthousiasme de la classe ouvrière, des paysans pauvres et moyens-pauvres ainsi que des intellectuels révolutionnaires, tant que nous nous unirons avec toutes les forces susceptibles d'être unies et mettrons pleinement en valeur la supériorité du système socialiste, nous pourrions égaler et dépasser le niveau mondial d'avant-garde en ce qui concerne la production industrielle et agricole, les sciences et la technique. Il faut matérialiser le principe formulé par le président Mao: «compter sur ses propres forces» «lutter durablement», dans chaque province, chaque district, chaque unité de base ainsi que dans chaque secteur. Nous devons, dans le travail économique, veiller à entreprendre des enquêtes et recherches sur les problèmes concernant les principes politiques. Dans l'élaboration des plans, il faut mobiliser les masses et veiller à se ménager une marge suffisante.

Le président Mao a récemment indiqué: «Que les peuples du monde entier s'unissent pour combattre toute guerre d'agression déclenchée par tout impérialisme ou le social-impérialisme, et notamment la guerre d'agression qui recourrait à la bombe atomique! Si

ne sur les plans idéologique et organisationnel et dans leur style de travail, avoir un personnel réduit mais meilleur et une administration simplifiée afin de répondre aux besoins des préparatifs en prévision d'une guerre. Il faut consolider et perfectionner les comités révolutionnaires aux différents échelons, raffermir par des efforts inlassables la grande alliance et la triple union révolutionnaires et s'unir pour combattre l'ennemi. Nous renforcerons l'unité entre l'armée et le peuple et celle entre l'armée et le gouvernement. L'Armée populaire de Libération de Chine continuera de faire rayonner ses glorieuses traditions révolutionnaires et l'esprit de servir le peuple de tout cœur, de mener à bien le travail de *san-zhi-liang-jun* (c'est-à-dire: «soutien à l'industrie, à l'agriculture et aux larges politiques et militaires»), d'élever encore davantage son niveau sur les plans politique et militaire, de donner avec persévérance la primauté à la politique prolétarienne, de mettre en pratique dans leur ensemble les quatre perfections (c'est-à-dire: exceller dans les quatre domaines suivants: travail idéologique et politique, style de travail dit des «trois-huit», entraînement militaire et organisation de la vie quotidienne), de renforcer sa combativité et d'être prête à tout moment à accomplir de nouveaux exploits dans la défense de la grande patrie socialiste.

Développer des relations diplomatiques avec tout pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, telle est la politique conséquente que nous avons appliquée depuis longtemps; néanmoins, nous ne tolérerons jamais que tout impérialisme ou le social-impérialisme occupe le territoire sacré de notre pays. Nous libérerons Taiwan, territoire sacré de notre patrie! Si l'impérialisme et le social-impérialisme s'avisent à envahir notre pays, nous les engloberons résolument dans l'océan de la guerre populaire!

La révolution se développe, le peuple progresse.

Un monde nouveau sans impérialisme, sans capitalisme et sans système d'exploitation se verra sous peu à l'horizon.



Les années 60 ont vu le peuple palestinien rejoindre les peuples de la zone des tempêtes les armes à la main.

une telle guerre éclate, les peuples du monde devront écraser la guerre d'agression par la guerre révolutionnaire; ils doivent y être préparés dès maintenant!»

Dans cette grande directive, le président Mao a, par la clairvoyance marxiste-léniniste, indiqué aux peuples du monde entier l'orientation à suivre dans leur lutte; cette directive revêt donc une profonde signification aussi bien à l'heure actuelle qu'à l'avenir. L'impérialisme, c'est la guerre. Les peuples du monde doivent centupler leur vigilance révolutionnaire! Le peuple chinois le doit aussi. Nous devons nous préparer pleinement sur le plan tant moral que matériel. Nous devons renforcer la direction unique du Parti. Les organismes dirigeants aux différents échelons doivent mieux réaliser la révolutionnarisation prolétarienne.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés du monde, unissez-vous! Armez-vous de résolution, ne reculez devant aucun sacrifice et surmontez toutes les difficultés pour remporter la victoire!

Vive le grand, glorieux et juste Parti communiste chinois!

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée-mao-tsétoung toujours victorieux!

Vive le président Mao, notre grand dirigeant! Qu'il vive très longtemps!

La lutte des lycéens de Michelet à Vanves

Depuis deux mois, le Lycée Michelet est le point de mire de « l'actualité universitaire ». La presse bourgeoise et révisionniste déverse ses calomnies sur les lycéens en lutte, parce qu'ils ont osé mettre en cause la sacro-sainte autorité de droit divin de l'administration et défendre leur lycée contre les flics. Il est donc important de rétablir la vérité.

Un lycée qui a un passé de luttes

Michelet est un gros lycée de banlieue (2.500 élèves, 150 professeurs, un internat important), qui fut longtemps un lycée pilote. Mais depuis 1967, les élèves y ont développé un militantisme actif, au grand dam des autorités universitaires : des grèves ont abouti en décembre 67 à la création d'un des premiers C.A.L. (Comité d'Action Lycéen). En mai 68, il y eut une prise de conscience vraiment massive : Michelet fut un des premiers lycées occupés par les élèves.

L'année scolaire 68-69 fut marquée par plusieurs luttes :

Lutte contre l'interdiction du meeting, contre l'intervention des flics (janvier 69) contre l'exclusion d'un élève.

Lutte contre la sélection (en décembre 69). A la suite de cette dernière lutte des élèves sont traduits devant le conseil de discipline, une grève est déclenchée et l'administration recule. Une motion de blâme est portée au proviseur.

Les luttes en janvier

Dès la rentrée de Noël, c'est la contre-attaque : sous la pression de parents d'élèves et de professeurs fascistes (la présidente de l'association de parents d'élèves « fédération Armand », Madame Lessuisse, a un brillant passé de sympathisante O.A.S.), trois élèves sont convoqués devant le conseil de discipline pour délit d'opinion.

Deux professeurs du S.N.E.S. vont chez le proviseur et obtiennent la promesse qu'aucune exclusion ne sera prononcée. Or, deux des élèves seront exclus, ce qui montre bien l'honnêteté de ces messieurs de l'administration.

Le lundi 12 janvier, les élèves déclenchent une grève de protestation avec comme objectifs la réintégration des deux exclus et le rétablissement de la liberté d'expression politique dans l'établissement. Le mardi matin, le S.N.E.S. appelle à une assemblée générale élèves-professeurs et se prononce pour le soutien aux élèves. L'assemblée générale se termine par une manifestation de 700 élèves avec à leur tête une quinzaine de professeurs du S.N.E.S. Le proviseur refuse de les recevoir, et décide de fermer le lycée (toujours par mesure disciplinaire).

Les dirigeants du S.N.E.S., d'ailleurs, désavouèrent cette initiative de leurs militants du lycée Michelet.

Ceci montre bien que le S.N.E.S., malgré sa démagogie, n'est absolument pas décidé à tolérer que les élèves fassent valoir leurs justes revendications. D'ailleurs, le S.N.E.S. n'a pas soutenu (jusqu'à maintenant) un professeur, Courtade, qui a été arbitrairement suspendu à la suite de cette manifestation, par simple lettre de cachet.

Après cette véritable agression, la direction exige que les élèves, pour avoir le droit de revenir au lycée, signent et fassent signer par leurs parents un engagement comme quoi ils renoncent au droit de grève et à tous actes contraires à la volonté de l'administration. La belle démocratie dans le dialogue que voilà ! De plus, pour diviser les élèves, il est décidé que les « terminales » rentreront le lundi 19, les 1^{re} et les 2^e le mardi 20 janvier.

Le lundi matin, un piquet de grève appelle les élèves à rentrer tous dans l'unité, le mardi. A la suite d'une provocation de l'administration, les flics, toujours présents, chargent et dispersent le piquet de grève.

Violences fascistes des flics dans le lycée !

Le mardi matin, tout le monde rentre. Les élèves font rentrer un de leurs camarades exclus. Le climat est tendu à cause de la présence des cars de C.R.S.

Les lycéens les plus actifs font le tour des salles de classe pour appeler leurs camarades à une assemblée générale, et à s'organiser pour protéger le lycée contre les flics.

A 9 h 30, les barbouzes pénètrent dans le lycée : ils sont expulsés. Les flics en képi leur succèdent, sans plus de succès.

A 9 h 45, c'est l'invasion par les C.R.S. en armes. Les élèves sont massés dans une cour : les C.R.S. les chargent à la grenade lacrymogène et à la matraque, mais ils sont repoussés à chaque fois grâce au courage des lycéens, armés de pavés et massés derrière des barricades.

A 10 h 45, l'administration évacue le lycée : les militants sortent pour ne pas rester isolés. De nombreux lycéens sont embarqués sur dénonciation de l'administration. Les C.R.S. ratissent les classes et matraquent au hasard, même les gosses de 12 ans.

Cette lutte courageuse sera couronnée de succès : l'administration recule sur toute la ligne, les lycéens ne seront pas poursuivis, les libertés politiques et le droit de réunion sont rétablis. Mais les lycéens sont conscients que ces acquis sont provisoires, et que l'administration essaiera de les récupérer. La lutte continue !

Quelles leçons tirer de l'action ?

La première leçon qui s'impose, c'est que les lycéens ne peuvent compter que sur leur lutte unie pour faire aboutir leurs revendications : ils n'ont rien à

attendre de l'administration, qui a été mise en place par Guichard à partir d'hommes « sûrs ».

Une autre conclusion qui s'impose, c'est la nécessité de démentir la presse bourgeoise et révisionniste, qui traite de « voyous » de jeunes lycéens qui ne font que se défendre contre des attaques sauvages de flics en armes. Qui sont les voyous, les lycéens qui se réunissent pacifiquement pour discuter de leurs problèmes et exposer leurs revendications, où le proviseur haineux et son flic de service Hétroy qui n'hésitent pas à les tromper, les trahir, leur mentir et enfin les faire matraquer et emprisonner ? A qui appartient le lycée, aux élèves qui sont sa raison d'être où à l'administration qui sans eux serait sans objet ?

Mais pour se développer valablement, le mouvement lycéen doit accentuer son effort pour avoir une meilleure pénétration dans les masses lycéennes, qui ne comprennent pas toujours certaines initiatives, et pour être mieux coordonné entre les différents lycées. Ainsi, le mouvement lycéen, aux côtés de la classe ouvrière, pourra mieux jouer son rôle contre le pouvoir des monopoles oppresseurs.

L'Éducation Nationale = Maison de Redressement

Pourquoi a-t-on occupé l'immeuble de l'Éducation surveillée ?

Vendredi soir 23 janvier vers 18h, des étudiants, enseignants, lycéens des divers facultés et lycées parisiens forcent les portes du secrétariat à l'Éducation surveillée (square des Arts et Métiers, à Paris) et y pénètrent en masse aux cris de « A bas l'Université bourgeoise ! », « A bas l'enseignement bourgeois, enseignement surveillé ! ». Quelques temps après, les cars de police rappliquent ; les flics quadrillent le quartier et envahissent le bâtiment occupé : affrontements violents sur le boulevard et dans l'immeuble de l'Éducation surveillée, arrestations massives. 151 militants sont emmenés dans les commissariats et 6 autres sont inculpés et devraient passer en procès de flagrant délit lundi matin. Samedi, dans l'après-midi, quelques milliers de tracts distribués dans le quartier du lieu de l'action donnent des explications à la population. La presse bourgeoise, une fois de plus, a présenté cette action révolutionnaire comme une action de saccage menée par un petit groupe de gauchistes excités.

Pourquoi cette occupation ? Pourquoi l'immeuble de l'Éducation surveillée ? Ceux qui ont occupé ne sont pas des irresponsables, ils avaient des raisons précises de le faire. Ils ont voulu montrer que ce ne sont pas seulement les écoles spécialisées dans la rééducation qui sont des écoles surveillées, mais c'est toute l'Univer-

sité qui est surveillée, cela veut dire que dans les écoles spécialisées dans la « rééducation », il ne s'agit pas de rééduquer des délinquants, mais de mater et de faire rentrer dans les rangs les enfants des exploités auxquels la société bourgeoise n'offre que le chômage, l'insécurité et l'exploitation forcée.

Dans les lycées et collèges d'enseignements on « démissionne » les enseignants progressistes, on réprime les jeunes qui se révoltent contre le système d'éducation et veulent mener des luttes politiques : suppression des libertés politiques, exclusion des militants, matraquage par les flics comme à Michelet ou Buffon.

Dans les facs, Guichard veut en finir avec les enseignements progressistes, ceux où les profs au lieu de bourrer le crâne avec les mythes et les mensonges de l'idéologie réactionnaire (il suffit de voir ce que sont les manuels des classes de philosophie), montrent que la lutte de classes existe, que la révolution existe et est en train de se faire actuellement et qu'il en existe même une science, le marxisme-léninisme, science qui n'a pas droit de cité dans « notre » Université, car elle est révolutionnaire : ces profs ne se font pas d'illusion sur la possibilité de développer un enseignement révolutionnaire dans une Université bourgeoise, mais le seul fait qu'ils parlent des luttes des classes et le seul fait que les étudiants commencent à partir de là

une pratique révolutionnaire est dangereux pour le pouvoir (à Vincennes, aux Beaux-Arts et dans d'autres facs, certains cours se transforment, avec leurs professeurs, en groupes d'enquête pour connaître les conditions de vie des masses et leurs luttes). Guichard l'a bien dit à Europe 1, vendredi soir :

L'enseignement du marxisme est intolérable. Et c'est pourquoi, à Vincennes, il a décidé de supprimer, dans les départements de philosophie, économie politique, sciences politiques, mathématiques les diplômes d'enseignement, c'est-à-dire de liquider purement et simplement ces départements.

Voilà pourquoi, dans les lycées, C.E.T., les étudiants et lycéens se mobilisent contre ce système pourri de l'éducation bourgeoise et contre la répression des flics et des mandarins. Et, vendredi 23, ils ont pris comme cible le secrétariat de l'Éducation surveillée : c'est toute l'Éducation Nationale qui est une maison de redressement. Cette lutte est une riposte aux attaques du pouvoir, contre les masses étudiantes et lycéennes et une révolte contre l'éducation qui veut couper la jeunesse du peuple et la dresser aux ordres de la bourgeoisie ; cette lutte s'intègre dans les luttes populaires actuelles, elle fait partie de la grande unité des masses populaires qui est en train de se construire dans l'action contre le pouvoir des monopoles.

C.D.H.R., Vincennes fac.

Un article de "Clarté", organe du P.C.M.-L. de Belgique sur les grèves du LIMBOURG

Faisons déferler dans tout le pays une vague populaire contre le capital, contre son gouvernement, contre les syndicats de collaboration patronale

Le mouvement de lutte de classe a continué et s'est renforcé. Nous commençons par un bref tableau de la situation au début de la semaine.

LIMBOURG

Contrairement aux espoirs de la presse et de la RTB, malgré les pressions des syndicats de collaboration des classes, de la BSR et de la police, les 23.000 mineurs continuent leur grève unanime.

LIEGE

La grève sauvage continue à Chertal. Grève aussi depuis le milieu de la semaine dernière dans plusieurs départements de la F.N.

Chômage dans la sidérurgie à la suite de l'action des mineurs limbourgeois et des ouvriers électriciens de Chertal.

Grève des mineurs du charbonnage Colard à Seraing qui posent les mêmes revendications que ceux du Limbourg.

BORINAGE

Grève totale des ouvriers des Usines à Tubes de Jemappes. Les mineurs de Terte et d'Hensies expriment leur solidarité aux mineurs du Limbourg.

CHARLEROI

Le délégué C.S.C. aux Charbonnages du Roton à Farciennes appelle à la grève pour les mêmes revendications que ceux du Limbourg. Il est désavoué par la régionale des Franch-Mineurs (C.S.C.) de Charleroi.

Les travailleurs de la SABCA à Gosselies sont en lutte contre les licenciements mais les dirigeants syndicaux font dévier le combat vers d'interminables entrevues et discussions avec les patrons.

ANVERS

Les travailleurs de la Général Motor repoussent l'accord conclu entre les syndicats et les patrons. Ils votent la grève. Mais ils acceptent que les syndicats déposent un préavis. Ce n'est que dans la mesure où ils passeront à l'action immédiate qu'ils vaincront les patrons et leurs complices.

Malgré les efforts des dirigeants syndicaux, les pressions diverses, les mineurs ont rejeté l'accord scandaleux intervenu en Commission Nationale Mixte des Mines et qui n'est qu'une nouvelle mouture de l'accord du 15 décembre. Malgré toutes les prédictions et affirmations des journaux et de la RTB - BRT aucun mineur n'a repris le travail. La grève est unanime pour les revendications des mineurs : les 15 pour cent complètement et immédiatement, les 500 frs minimum pour les travailleurs du fond, les 400 francs minimum pour ceux de la surface.

A Liège aussi, les travailleurs de Chertal et de la F.N. ont continué leur grève « sauvage ». Mais dès lundi, le front des grèves s'est élargi. Les mineurs du charbonnage Colard à Seraing ont débrayé à leur tour. Les Jeunesses Communistes Marxist-Léninistes de la région liégeoise avaient distribué un tract appelant à la solidarité totale avec les 23.000 grévistes du Limbourg. Nos jeunes camarades

des participent aux piquets de grève avec les mineurs, à la demande de ces derniers.

Au Borinage, les ouvriers des Usines à Tubes de Jemappes sont en grève totale depuis vendredi dernier. Ils réclament 5 francs d'augmentation à l'heure, le doublement de la prime de production, la suppression des différenciations arbitraires de salaires et les mêmes barèmes qu'à Flémalle - Liège.

Lundi matin, une assemblée générale du personnel a eu lieu au Grand Salon à Jemappes. Un tract de la Fédération Boraine du P.C.M.L.B. a rencontré un réel succès. On entendit les délégués exposer la situation. Ceux-ci n'ont pas esquivé leurs responsabilités. Ils exposent de façon correcte les problèmes qui se posent aux Usines à Tubes de Jemappes où les travailleurs ont des salaires notablement inférieurs à ceux qui sont pratiqués à l'usine-mère de Flémalle, où les travailleurs sont roulés scandaleusement dans tous les secteurs des primes (de production, de poste, d'expédition) malgré les profits accrus par la « surchauffe ». Il faut ajouter que la journée de 43 h. est de règle à Jemappes contre 42 h. à Flémalle.

Bien entendu, les ouvriers borains ne se dressent pas contre ceux de la région liégeoise ; ils demandent un régime unique. Il faut encore dire que depuis plusieurs années, la productivité a augmenté mais les salaires sont restés au même niveau. Soulignons que le délégué chrétien a appelé à la solidarité des ouvriers des usines françaises voisines et des Tubes de Nimy pour qu'ils refusent de faire le travail qui serait détourné vers leurs entreprises.

Un ouvrier a dénoncé la « paix sociale » qui est en fait une paix patronale.

Un autre a montré comment une prime d'un franc de l'heure accordée par des accords nationaux était entièrement absorbée par l'augmentation des retenues d'ONSS.

Le camarade Jacques Thauvoye, membre du secrétariat du Comité Central et secrétaire de la Fédération Boraine du PCMLB apporte le soutien de notre Parti et de notre hebdomadaire « Clarté ». Il a montré que les ouvriers des Tubes de Jemappes n'étaient pas seuls, qu'ils faisaient partie d'un vaste front de plus de 30.000 grévistes dans le pays, au premier rang desquels les mineurs du Limbourg (chaleureux applaudissements). Il acte l'attitude positive des délégués syndicaux et appelle à l'extension du mouvement revendicatif dans toutes les entreprises du Borinage. Le porte parole de notre Parti est encore une fois très applaudi.

Un travailleur d'Hainaut-Sambre à Couillet apporte le salut des ouvriers de son entreprise et engage à se méfier des trahisons des dirigeants syndicaux.

Au vote, la poursuite de la grève a été approuvée à l'unanimité.

Le mardi matin, les camarades marxistes-léninistes du Borinage ont distribué des tracts dans les principales entreprises de la région appelant à la solidarité et au renforcement de la lutte.

✱

Tels sont les principaux faits ressortant du front des luttes au début de la semaine. Ils apportent le plus large démenti aux professionnels de la calomnie et de la confusion.

Pendant le week-end, Vanden Boeynants parlant à Mons a osé dire : « la lutte des classes est largement dépassée ». Jamais un politicien véreux n'a reçu un tel démenti des faits.

La direction de la Volksunie s'est aussi distinguée par une diversion indigne. Elle a voulu opposer les mineurs du Limbourg à leurs camarades métallurgistes liégeois en prétendant qu'on défavori-



Dernière minute sur les grèves

Mardi et mercredi matin, Leburton ministre d'Eyskens-le-tueur-de-grévistes est intervenu au micro de la R.T.B. pour dire si les grèves continuaient et s'amplifiaient, c'est parce que les mineurs sont mal informés (c'est aussi l'avis des révisionnistes). Rappelons que la semaine précédente, le flic en chef Harmegnies avait déclaré que c'était à cause des piquets de grève composé d'agitateurs pris de boisson.

Le ministre Leburton a déclaré que la prime de fin d'année ne serait versée qu'aux mineurs au travail. Ainsi apparaît nettement la volonté de la bourgeoisie de faire plier les grévistes en affamant non seulement les ouvriers en lutte mais leurs enfants. Les syndicats de collaboration de classe refusent toujours de verser les indemnités de grève alors qu'il s'agit de l'argent versé par les travailleurs eux-mêmes et qui n'appartient qu'à eux-seuls. De même la prime de fin d'année est due pour le travail presté en 1969. En déclarant qu'elle ne sera pas versée aux grévistes, Leburton agit comme un simple voleur.

Dès mardi, les employés de SABCA - Gosselies ont rejeté à une écrasante majorité le protocole d'accord présenté par le Bureau National de Conciliation où sont représentés les syndicats F.G.T.B. et C.S.C. Ce protocole acceptait les licenciements et ne visait qu'à en tempérer les effets.

La détermination de lutte était telle que les dirigeants régionaux du SETCA et de la C.S.C. ont préféré y faire écho et faire mine d'appuyer la grève.

Dans les mines de Liège, la grève s'est étendue par solidarité avec les mineurs limbourgeois et pour les mêmes revendications. Il faut souligner l'excellent travail réalisé dans cette région par les Jeunesses Communistes Marxist-Léninistes, en unité avec le groupe « Garde Rouge » qui distribuent un grand nombre de tracts popularisant la lutte, expliquant ce qui se passe au Limbourg, appelant à la solidarité et participant aux piquets, à la demande des mineurs eux-mêmes. A plusieurs reprises, c'est leur action qui a été déterminante comme a dû le reconnaître la R.T.B. dans un reportage de Liège.

sait les charbonnages campinois pour avantager la sidérurgie liégeoise, cachant volontairement le fait que les uns et les autres dépendent de la même puissance financière, la Société Générale !

Les J.G.S., devenus une simple petite secte trotskyste, font diversion par des brochures évoquant le « contrôle ouvrier »,

la « prise du pouvoir » sans insurrection et surtout essayant de blanchir les syndicats de collaboration de classe.

Tout cela n'empêche pas les mineurs de continuer le combat avec le Comité Permanent, avec le sympathique groupement de Mijnerwerkmacht, si dynamique, dans l'unité totale à la base.

LES S.S. D'HARMEGNIES...



LÉNINE, LIEBKNECHT, LUXEMBURG, LUMUMBA

Avant la guerre, vers la fin du mois de janvier, le Parti Communiste célébrait la mémoire de trois grandes figures du mouvement ouvrier disparue à cette époque : Lénine, mort le 21 janvier 1924, entouré de l'affection des peuples soviétiques et de tout le prolétariat mondial, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés par les assassins de la Division de la cavalerie de la Garde (régiment impérial allemand) du gouvernement des sociaux-démocrates Ebert et Noske (« le chien sanglant »). Depuis, un nouveau héros est venu prendre place aux côtés de ces combattants du prolétariat : Patrice Lumumba, symbole des luttes de libération nationale en Afrique, assassiné le 21 janvier 1961 par les fantoches Mobutu et Kasavubu au Katanga avec la bénédiction de l'O.N.U. C'est à nous, marxistes-léninistes, qu'il appartient de reprendre le drapeau que ces quatre héros ont porté au premier rang de la lutte jusqu'à leur mort, et que des traîtres ont trainé dans la boue : le drapeau rouge des prolétaires et des peuples opprimés.



LÉNINE

Il y a quarante-six ans est mort l'homme qui transforma le monde comme personne ne l'avait fait encore et qui rapprocha l'humanité de la réalisation de ses rêves les plus audacieux : Vladimir Ilitch Lénine. Les masses populaires du monde vénèrent celui qui survit éternellement dans son œuvre : dans la doctrine révolutionnaire qu'il a laissée ; dans les réalisations de la Révolution socialiste victorieuse dont il fut le chef ; dans le puissant Etat socialiste qu'il avait fondé ; dans l'incomparable Parti bolchévique qu'il avait forgé ; dans les cadres de fer, avec à leur tête Staline, qu'il avait animés de son esprit ; dans l'Internationale communiste dans laquelle il avait uni les ouvriers les plus avancés de tous les pays ; enfin le mouvement ouvrier international auquel il avait donné rigueur et élan par sa doctrine et son exemple.

Devant cette œuvre immortelle, nous serrons les poings en pensant aux traîtres, au pitre Krouchtchev, aux minables renégats Brejnev et Kossiguine qui ont tout fait pour détruire, pour saper le léninisme. Mais ils ont beau « cracher leur eau forte », le symbole de Lénine reste encore vivant chez les vrais communistes, desquels Staline exigeait « Qu'ils soient des hommes politiques aussi lucides et aussi précis que l'était Lénine ; qu'ils soient aussi intrépides dans le combat, aussi implacables pour les ennemis du peuple qu'était Lénine... »

Nous sommes persuadés que les peuples d'Union Soviétique n'ont pas oublié Lénine et qu'ils sauront balayer les traîtres qui ont sali le nom de la grande Union Soviétique, de Lénine et de Staline, et cela en s'appuyant sur les enseignements de Lénine et de celui qui a succédé à Lénine et Staline à la tête du mouvement ouvrier : Mao-Tsé-Toung.



KARL LIEBKNECHT et ROSA LUXEMBURG

1918 : l'impérialisme allemand est battu. Les ouvriers allemands, pleins de haine pour ces cannibales qui se sont entêtés à faire d'eux des « héros », comptent leurs morts et regardent avec espoir vers le soleil rouge qui se lève à l'Est : le tout jeune Etat des Soviets. Ils ont compris que, si on les a fait se battre contre leurs frères de classe français, russes ou belges, c'était dans l'intérêt des capitalistes allemands : ils ne veulent plus de ce régime de misère et de guerre, ils prennent les armes, les soviets de prolétaires, soldats, paysans, marins se créent dans tous les pays, de Kiel à Munich, de Luxembourg à Berlin. A la tête du mouvement, les deux leaders du groupe « Spartacus » (embryon du Parti Communiste Allemand), Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht (fils du vieux leader ouvrier Wilhelm Liebknecht). Ce ne sont pas des inconnus : déjà, en 1914, Liebknecht a déchaîné contre lui la haine de l'ennemi de classe, en refusant de s'associer aux traîtres sociaux-démocrates pour voter les crédits de guerre. Quant à Rosa, c'est en 1913 qu'elle fut emprisonnée. La révolution les libéra en novembre 1918.

Pour eux, pour les soviets, un seul but : édifier une Allemagne soviétique, sous la dictature du prolétariat. Ces héros ont écrit avec leur sang les plus belles pages de l'histoire allemande, mais il était trop tôt : la paysannerie est méfiante, la petite bourgeoisie allemande manifeste encore une fois sa veulerie déjà dénoncée par Marx devant les juges de Cologne en 1848 : « Plutôt l'empire que la Révolution ».

Les sociaux-démocrates au pouvoir (Scheidemann, Ebert, Noske) s'allient aux mercenaires de l'armée impériale en déroute pour noyer dans le sang la jeune révolution. Écoutons Rosa, qui écrit à la veille de sa mort :

« L'ordre règne à Berlin », proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise... Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques, qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite.

« L'ordre règne à Berlin ! » sbires stupides ! Votre « ordre » est bâti avec du sable. Dès demain, la révolution « se dressera de nouveau avec fracas » proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : « J'étais, je suis, je serai ! ».

Quant aux « vainqueurs » écrit Liebknecht, « déjà ils sont cloués au pilori de l'histoire. Le monde n'a jamais connu de tels judas qui, non contents de trahir ce qu'ils avaient de plus sacré, l'ont crucifié de leurs propres mains. De même qu'en août 1914, la social-démocratie est tombée plus bas qu'aucune autre, de même c'est elle, qui à l'aube de la révolution sociale, offre le spectacle le plus horrible ».



LUMUMBA

1960 : « l'année de l'Afrique ». D'Alger à Johannesburg, de Dakar à Nairobi, les armes du peuple crépitent, les manifestations déferlent dans les rues. Un irrésistible élan vers l'indépendance des peuples se fait jour. Les colonialistes tremblent.

Au cœur du continent, un immense pays aux richesses incalculables : le Congo. 20 millions d'hommes écrasés par un colonialisme particulièrement hideux : le colonialisme belge, « le sabre et le goupillon ».

A la tête de ce peuple, un homme qui restera légendaire par sa droiture, son courage serein : Patrice Lumumba. C'est lui qui arrache l'indépendance pour son peuple, mais l'impérialisme américano-belge n'est pas décidé à abandonner le pays. Des fantoches, des traîtres apparaissent : Kasavubu, une larve visqueuse, Tschombé, dit « tiroir-caisse », Mobutu, l'assassin sans scrupule. Sous prétexte de rétablir l'ordre après qu'une province, le Katanga, ait fait sécession (pour le plus grand bien des impérialistes), l'O.N.U. envoie ses troupes qui massacrent les populations civiles et protègent les fantoches. Lumumba est menacé, on essaye de le corrompre : lui, impassible, s'appuie sur la seule force qu'il sache invincible : le peuple. C'est le peuple qui le protège, qui le soutient quand Kasavubu le destitue de son poste de premier ministre. C'est le peuple qui répond à son appel et prend les armes contre les impérialistes, les traîtres, les « casques-bleus » de la répression. Lumumba refuse de fuir, de se cacher : en décembre, il est arrêté, le 21 janvier 1961, il sera assassiné par les sbires de Mobutu, lequel n'hésitera pas, comble d'ignominie, à le proclamer héros national, six ans plus tard. Mais Lumumba reste le drapeau de la libération de l'Afrique, il reste vivant dans le cœur de tous les africains ! Tous les ennemis des peuples ont participé à son meurtre, depuis les traineurs de sabre belges jusqu'au délégué soviétique à l'O.N.U. : voilà pourquoi les peuples le vénèrent.

Ces quatre grands héros, unis dans un même combat, dans un même destin glorieux, sont aussi unis dans l'amour que leur portent les travailleurs du monde entier. Et cela, parce qu'ils symbolisent les luttes. Lénine, c'est le symbole de la dictature du prolétariat, Rosa Luxemburg et Liebknecht, c'est la lutte du prolétariat dans les métropoles impérialistes, au cœur même de l'ennemi, Lumumba, c'est le raz de marée qui déferle sur la zone des tempêtes, le raz de marée qui soulève les peuples opprimés contre l'impérialisme. Tous les quatre, ils ont su lutter de façon implacable contre les traîtres qui essayent de nous tromper, ils ont fustigé les mencheviks, sociaux-démocrates de poil et de plume. Tous les quatre, ils sont morts sans voir l'accomplissement ultime de leur œuvre, mais en cela même ils doivent nous servir d'exemples constamment présents dans nos esprits et nos cœurs au cours de nos luttes quotidiennes.

COURRIER DES LECTEURS

SUR LE REFERENDUM E.G.F...

Lénine nous enseigne que les masses se libéreront par la révolution violente et non en obtenant une majorité au suffrage universel « celui-ci ne servant qu'à mesurer l'indice de maturité de la classe ouvrière ».

Comparons cet enseignement avec le référendum organisé par la C.G.T. et qui vient de se dérouler à l'électricité et au gaz de France, le 14 janvier.

J'ai dénoncé ce référendum dès le début car il était la mise aux voix du droit de grève, cela étant à mon avis le point principal à dénoncer.

Par la suite on a connu le texte imprimé sur chaque bulletin et l'un d'eux (celui qui a obtenu 56 % des voix du personnel) mentionne « Pour aucune restriction du libre exercice du droit de grève ».

Dès lors, la C.G.T. ayant toutes les chances de son côté, les autres centrales syndicales ne participant pas au vote, et l'organisation du scrutin étant laissée à l'initiative de la base, la victoire est devenue certaine.

Cette victoire elle est celle de ceux qui sont contre le système et cela bien sûr à des degrés divers, la C.G.T. donne aux masses l'illusion qu'elle et elle seule (avec le P.C.F. bien entendu) ouvre les portes d'un avenir meilleur et plus humain.

CELA EST FAUX !

Les dirigeants C.G.T.-P.C.F. ont trahi en mai 1968 en empêchant les travailleurs de faire de la politique, le 1^{er} mai en interdisant la manifestation de la classe ouvrière, le 26 novembre en remettant le courant à 11 heures au lieu de 21 heures.

Ils viennent de trahir une nouvelle fois en refusant de lutter pour les acquis de Grenelle et en faisant voter aux masses la reprise des négociations du contrat de progrès.

Améliorer le contrat de progrès cela signifie négocier en s'appuyant sur les accords de Grenelle et sur la convention de janvier 1960.

Donc celui-ci ne peut être qu'inférieur aux accords signés avec le gouvernement et de nouveau rien ne pourra garantir le respect de ce nouvel accord.

Ayant connu la grande action qui s'est déroulée à la centrale thermique de Vitry-sur-Seine, action je le rappelle, décidée par la base sans l'avis des dirigeants C.G.T. du P.C.F., suivie quelques semaines plus tard par la mutation d'office du secrétaire de la C.G.T. et dont j'ai relaté les faits dans un précédent numéro de H.R. je vous communique les résultats du vote :

— Inscrits : 284

— Votants : 204
— blanc : 1
— Pour la signature du contrat de progrès : 9
— Pour la reprise des négociations : 194.

Ici comme partout un certain nombre de non syndiqués ainsi que des syndiqués d'autres centrales syndicales qui ont désobéi aux consignes de leurs fédérations ont fait bloc uni avec les camarades C.G.T. contre la politique réactionnaire du pouvoir.

De tout ce mouvement on peut dégager plusieurs points importants :

1) la C.G.T. est appelée à gagner des voix dans les futures élections.

2) il s'opère un basculement sur la gauche de la classe ouvrière ce qui signifie que le degré de maturité des ouvriers augmente considérablement.

3) les camarades qui s'aperçoivent (ou qui s'en sont aperçus mais n'osent y croire) de la trahison des dirigeants C.G.T. au profit de la politique révisionniste du P.C.F. ne pourront aller à contre-courant et la seule solution sera pour eux la création de comités de base afin de prendre en main la lutte pour que soient satisfaites leurs revendications légitimes.

Maintenant il s'agit pour nous marxistes-léninistes d'être au cœur de l'action, les dirigeants C.G.T. du P.C.F. étant la tête devenue folle et les masses formant le corps.

ACCELERONS CAMARADES, ACCELERONS !

Forçons les révisionnistes à se démasquer en emmenant plus loin les grèves, restons unis avec les masses ni loin en avant, ni loin en arrière, la situation évolue favorablement pour notre libération totale, pour la révolution socialiste.

Dénonçons sans relâche la politique menée par les organisations syndicales signataires du contrat de progrès (F.O., C.F.D.T., U.N.C.M. et l'insignifiante C.F.T.C.). Les camarades de la C.G.T. qui sont encore au P.C.F. ne critiquent pas ces traités comme ils devraient le faire car leur parti a en vue l'alliance avec les forces de gauche.

De cette façon nous saurons gagner la confiance de la base et apparaitrons aux yeux des masses comme les véritables communistes.

Unité à la base et dans l'action !
Vive les futurs comités de base !
Vive le communisme !

Salutations communistes.

Un marxiste-léniniste
de l'E.G.F.

LE P. "C." F. CONTRE LA JEUNESSE

SAINT-OUEN - 93

Cher camarade,

Je vous envoie cette petite lettre car je crois pleinement que vos idées sont justes, ainsi je lis toutes les semaines votre hebdomadaire qui bien que très peu lu ici à Saint-Ouen, correspond aux justes luttes des travailleurs face à la pourriture de la bourgeoisie et à ses alliés indirects, c'est-à-dire le révisionnisme du P.C.F. qui se fout pas mal des travailleurs ce qu'il cherche c'est à leur prendre leur argent le plus vite possible, et à renforcer sa hiérarchie, défendre sa petite place, et pour cela il copie sur son aînée la bourgeoisie capitaliste tout en rendant l'affaire plus humaine du moins en apparence par exemple à l'aide constructions de sports, syndicat d'initiative, bibliothèque du parti, tout ce qui n'intéresse pas les ouvriers dans leur lutte contre le patronat, ses flics, et ses mouchards, en fait, rien n'est fait pour ce qui pourrait faire trembler les patrons, et ses putains de larbins. A Saint-Ouen il y a des femmes, et des hommes qui travaillent de 9 h à 10 h par jour dans une usine, et plus le samedi entier, c'est-à-dire 9 h cela représente une semaine de 54 h que voulez-vous qu'un jeune qui travaille de cette manière puisse avoir des loisirs, faire du sport, et avoir des relations amicales avec des gens compétents, sérieux, et qui pourraient le faire évoluer dans sa vie sociale, tout cela pas un mot sur le plan de la réalité, seulement que quelques soupirs sur le journal local qui, camarades, est devenu un véritable torchon publicitaire à la merci des gros commerçants de la ville. Ainsi à Saint-Ouen les impôts sur les petits propriétaires sont plus chers qu'ailleurs certains loyers sont scandaleux au prix de 42.800 F pour un 3 pièces, salle d'eau, séchoir pour un ouvrier dans un H.L.M. modéré, par mois c'est cher surtout pour une ville ouvrière à municipalité communiste, et cet H.L.M. a été inauguré lors du début de sa construction par le bon vieux pépère Etienne Fajon député de la Seine-St-Denis et je peux vous dire que lors de l'inauguration le baratin politicien ne manquait pas, que va faire la mairie ? rien, sinon d'envoyer des camarades

compétents pour influencer peut-être les locataires à lire l'humanité ou à adhérer au P.C.F. comme cela elle renforce sa hiérarchie. Mais rien ne changera ni l'esclavage des travailleurs, les prix des loyers, les impôts sur le salaire, ni la tristesse quotidienne de tout ceux qui produisent, comme dirait la chanson on ne vit pas des paysages. A Saint-Ouen il n'y a qu'un seul cinéma, pas de clubs pour les jeunes, pas de salles de danse, si ! j'oubliais, un club culturel pour la jeunesse, où il y a des objets d'art, la peinture, tout ce qui intéresse une jeunesse de culture hautement bourgeoise !

Le samedi soir lorsque il font un bal il faut payer à partir de 12,00 F l'entrée je dis bien rien que l'entrée, dès fois 13,00 F. Le samedi il faut aller à Paris ou dans la banlieue avoisinante pour danser ou s'amuser, et encore je suis pas bien méchant car il y a 2 mois qu'il n'y a pas de bal le samedi et dimanche. Il en reste que les cafés pour se souler la gueule comme on dit vulgairement ! ainsi la jeunesse est donnée à la bourgeoisie qui en fait ce qu'elle veut dans le vice, la débauche, banditisme et j'en passe. Et si dès fois vous leur parlez que il y a très peu de divertissement par exemple : de bal le samedi soir ils vous disent comme excuse, qu'il n'y a que des voyous, que ce n'est pas intéressant, et si vous leur dites que les prix sont trop élevés pour un jeune ouvrier qui doit payer d'entrée 12,00 à 13,00 F ils vous disent c'est normal, la racaille entrerait si c'était 5,00 ou 6,00 F et il y aurait de la bagarre, la racaille ! les jeunes ouvriers de 17-18 ans sont la racaille, allons pour une municipalité communiste parler ainsi ! La bourgeoisie les éduquera non ! Et si les papiers à salade des flics passent le samedi soir pour arrêter un travailleur ou un jeune qui ne sachant pas quoi faire, fait des sottises, s'ennuie (car avec peu d'argent on ne peut pas s'amuser vous le savez, non !) vous seriez capable de le faire embarquer encore. Bande de lâches, traites, agents complices des flics et des patrons.

D'abord : le n° 42 nous a paru particulièrement bon notamment en ce qui concerne nos camarades immigrés. Enfin ! l'H.R. colle aux problèmes du moment sans prendre une semaine ou plus de retard ; dans l'Édito on peut remarquer que les critiques formulées dans le courrier des lecteurs : « De quelle presse avons-nous besoin ? » trouvent un écho, il ne faudrait peut-être pas trop abuser du terme « grève de classe » trop gonflant et cd piste, peut-être ; ceci dit, l'Édito apportait la chaleur et l'enthousiasme de la solidarité militante dont nous avons besoin.

Vous avez raison de souligner dans la « question nationale en France » que certains révolutionnaires négligent le cas des minorités françaises alors qu'ils reconnaissent le bon droit de nos camarades basques ou catalans espagnols et dans cette perspective l'article m'a semblé très utile.

Ci-joint un chèque de 20 F de la part de 2 jeunes militants ouvriers.

Salut révolutionnaire.

Nous comptons envoyer une souscription mensuelle.

Une militante des C.H.R. de 76 -
St-Etienne-du-Rouvray.

Chers camarades

Je vous envoie cette lettre pour vous faire part de mon mécontentement envers un patron qui exploite une usine travaillant le cuir (portefeuille, étui à briquets, porte-monnaie) à Connerre - 72. Dans cette usine travaillent des ouvrières qui font un travail fatigant il faut aller vite, beaucoup de rendement pour pas trop cher, le S.M.I.G. pas plus. Sa petite prime de 10 F donnée après 50 h de travail et le petit 1/4 h journalier ont été supprimés depuis que ce salopard est rentré des sports d'hiver, mais ça ne l'empêche pas d'aller au restaurant prendre ses repas et rouler en voiture de sport ; naturellement il faut compenser et priver un peu le personnel. Il a répondu aux ouvrières qui se sont révoltées qu'il pouvait fermer 2 ou 3 mois l'usine, lui ça ne l'empêcherait pas de manger à sa faim. Jusqu'où cela va-t-il aller — à noter que sur la cinquantaine d'ouvrières, il n'y a pas de délégués syndicaux, c'est la misère complète, une bonne corde de chanvre serait nécessaire ou une aide morale de l'humanité rouge.

Un lecteur de l'H.R.

OPÉRA PROLÉTARIEN...

Si la venue du Bolchoï à l'Opéra de Paris intéressera ce qu'il est convenu d'appeler le « Tout Paris », elle n'attirera cependant pas tous les parisiens : le prix des places va jusqu'à 12.000 anciens francs. Nos camarades lecteurs nous pardonnerons de n'en parler que par ouï dire. Nous n'en aurions aussi bien pas parlé du tout : critique d'art bourgeoise et potins mondains n'entrent pas dans la vocation de notre journal. Nous ne résisterons pourtant pas au plaisir de rappeler les incidents de la première représentation. Le rideau ne se leva pas. Des tracts voltigèrent sur le beau public effaré qu'il fallut rembourser : les machinistes étaient en grève. Un paquet de tracts vint même tomber dans l'une des premières loges, aux pieds de M. Jacques Duclos et des diplomates de l'U.R.S.S. qui l'accompagnaient : on eut l'infirmité de constater que ces tracts étaient signés de la section locale de la C.G.T. Avec une véhémence qui, de la part d'artistes venant d'un pays qu'on dit socialiste à l'égard des travailleurs en grève, pourrait encore surprendre certains, la troupe du Bolchoï repro-

cha aux « camarades » machinistes » de lui saboter son spectacle, on lui répondit qu'on n'avait pas « d'ordres à recevoir de Moscou ». On apprend aussi, en lisant l'interview complaisant accordée par Mme Galina Vichnevskaja, l'« étoile » du Bolchoï à l'hebdomadaire très prolétarien « Jour de France » qu'une « artiste socialiste » possède un immense appartement au centre de Moscou, une maison de campagne de trois étages, plusieurs voitures étrangères, des pierreries, qu'elle peut sortir et rentrer dans son pays sans aucun contrôle douanier, qu'elle est fière d'avoir ses « fans » dans tous les pays qui traversent les océans pour l'entendre : une existence et des conceptions de grande bourgeoisie qui vend son art à la grande bourgeoisie internationale.

La troupe du Bolchoï, Mme Vichnevskaja ne sont ni américaines ni françaises, elles viennent du pays de la révolution de 1917, d'un pays qui ose encore se prétendre socialiste, où l'art devrait être au service du peuple ; elles sont un exemple vivant de ce qu'est le révisionnisme.

A PROPOS DES SUICIDES PAR LE FEU...

Le jour de l'anniversaire du suicide de Jan Palach, un étudiant Lillois se suicide par le feu. Le lendemain, un lycéen s'immole de la même façon. Deux jours plus tard, c'était un ouvrier de Sochaux, père de sept enfants, et d'autres suivent.

Comment ces trois hommes ont-ils pu choisir de sang froid cette mort atroce ? Devant l'émoi général, tous les plumitifs de la presse à scandale, de la presse qui ment, de la presse qui tue, barbouillent leurs premières pages de sang et d'eau bénite : « ils voulaient expier les crimes de l'humanité », « ils voulaient témoigner au nom des chrétiens »... Quant à « l'Humanité » on aurait dit qu'elle venait de tomber du lit : Qu'est-ce que c'est ? Qui a fait ça ? Qui a poussé ces gens à se suicider ? Il faut faire une enquête (de police naturellement). Rappelez-vous mai 1968 : c'était la même chose : qui a fait des barricades ? Comment a-t-il été possible de faire des barricades ? Il faut faire une enquête. Même incompréhension. Même appel timoré à la police.

En fait, ce que tous ces gens ne veulent pas, ne peuvent pas expliquer, c'est que les suicides par le feu (comme les barricades) sont un signe de la pourriture de la société capitaliste.

Les trois hommes qui se sont suicidés, ce qui leur manquait, c'était l'espérance magnifique de la jeunesse de Mai. Mais ces trois hommes étaient parfaitement normaux : deux jeunes au seuil de la vie, quand tout est possible, un travailleur, père de famille nombreuse. Il ne s'agissait pas de drogués en proie à « l'angoisse existentialiste » ! Alors, que penser d'une société qui n'est pas capable de fournir une raison de vivre à des éléments parfaitement sains ? Que penser d'une société où un homme peut se sentir seul au point de se supprimer ?

Certes, nous ne pouvons approuver ces gestes atroces. Certes, nous savons, nous, qu'il y a un moyen de n'être jamais seul, de n'être jamais « de trop » : ce moyen, c'est la lutte coude à coude avec tous les travailleurs, la lutte pour détruire cette société pourrie. Le suicide est un acte inutile, un renoncement : la solution : c'est la lutte, « ceux qui vivent sont ceux qui agissent ». Mais ces suicides n'en sont pas moins significatifs : ces hommes ont été assassinés. Assassinés par la société capitaliste qui les écrasait, assassinés par tous les marchands de rêves et de paradis artificiels.

MÉPRISONS ET ATTAQUONS LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT BOURGEOIS!

Le Ministre de l'Intérieur de l'Etat bourgeois, Marcellin, fidèle disciple de Jules Moch, vient une fois de plus de lancer différentes menaces au cours d'un banquet de maires et autres élus à Rodez.

Il s'est présenté comme le défenseur de l'ordre « républicain », en réalité l'ordre du pouvoir des monopoles capitalistes. Bien entendu il n'a pas touché mot des tares abominables de la société pourrie du capitalisme, dont les suicides par le feu de jeunes lycéens et autres adultes viennent de souligner une fois de plus la monstruosité. Pour riposter à la répression dont la raison est essentiellement d'empêcher la mise en cause de ce système où certains jeunes et adultes pourtant normaux ne parviennent plus à vivre, il y a une voie qui est la plus efficace et qui est la nôtre : unir le peuple pour l'action révolutionnaire, avec courage, avec résolution, avec intelligence. C'est là la forme principale que nous devons retenir, car elle est offensive et s'appuie sur ce qu'il y a de meilleur dans chaque homme.

Mais nous ne devons pas pour autant renoncer à une active défense juridique, chaque fois qu'un ou plusieurs militants sont poursuivis, voire arrêtés et inculpés. C'est là une forme secondaire qui doit être systématiquement opposée à la répression arbitraire qui prétend nous intimider, nous écraser, interdire notre juste combat.

Il existe un « comité national contre la répression » qui regroupe un certain nombre d'avocats expérimentés. Pour répondre aux nombreuses demandes de nos lecteurs à ce sujet, nous signalons donc que le président de ce comité est :

Maître Henri LECLERC,
Avocat à la Cour de Paris,
104, avenue Kléber - Paris-16^e.
Téléphone : KLE. 73-96
ou KLE. 54-22.

Cet avocat exerce en coopération avec deux de ses confrères, Maître Michel BLUM et Maître Daniel JACOBY. En indiquant leurs noms nous n'entendons pas leur assurer une publicité « déguisée », mais simplement aider nos militants et amis en cas de nécessité. Ces défenseurs ne sont d'ailleurs pas marxistes-léninistes, mais leur talent et leur esprit de justice contre la répression n'ont plus besoin d'être démontrés, car ils se sont déjà dévoués activement au service de justes causes (lors du « Procès des Guadeloupéens » notamment).

N'oublions jamais cependant que l'action des masses représente la meilleure forme de lutte contre la répression, lorsqu'il est possible de l'organiser et de bien l'orienter. En cas de nécessité, la conjugaison des deux formes, lutte des masses offensive et action juridique des avocats est de nature à permettre de grands succès.

Mais un rôle efficace reste toujours dévolu au camarade arrêté. Ainsi, ces dernières semaines, des militants ont été inculpés en plusieurs endroits (Nantes, Tours, Nice, etc...), parmi lesquels certains diffuseurs de nos CDHR. Ces jeunes camarades se sont conduits avec honneur, en véritables communistes, méprisant la répression et subissant sans la moindre faiblesse sa première épreuve. Refusant systématiquement de répondre aux interrogatoires de la police, ils ont adopté une attitude offensive, digne et active : chantant « L'Internationale », attaquant de leurs colères et de leurs arguments politiques les plus incisifs, ils ont suivi l'exemple historique de Dimitrov devant le Tribunal nazi après l'incendie du Reichstag. Ils ont appliqué les conseils de Marcel Willard, vieux militant communiste aujourd'hui décédé, qui avait assuré la défense du héros du Procès de Leipzig en 1933. Cet avocat communiste avait écrit un livre excellent sous le titre « *La défense accuse !* » dont les précisions conservent de nos jours toute leur valeur.

Un communiste doit toujours refuser de répondre aux questions destinées à le ligoter ou à faire connaître à l'ennemi qui sont ses camarades, quelle est son activité. Il doit accuser avec force la société capitaliste honteuse contre laquelle il doit poursuivre son juste combat jusqu'en prison, devant le tribunal et même dans des circonstances plus difficiles que celles d'aujourd'hui (mais qui risqueront toujours de revenir si le peuple n'y prend garde), jusqu'au peloton d'exécution.

Les révolutionnaires n'accordent aucune excuse ou circonstances atténuantes à ceux qui, par faiblesse, ne suivent pas cette juste ligne de principe. La philosophie « de la survie » prônée par Liou Chao-Chi était celle des lâches et des traîtres.

Honneur à ceux qui savent se tenir fermes et droits face à la répression, en s'appuyant sans réserve sur l'idéologie prolétarienne que Mao-Tsé-toung précise de ces mots : « *Ne craindre ni les sacrifices ni la mort !* »



Le « fusillé inconnu » : symbole de l'héroïsme révolutionnaire et de la fermeté inébranlable devant la mort.

TOUS A L'ACTION contre la hausse !

Dans son bureau plaqué de bois précieux et rempli d'objets dorés un gros bonnet se gratte la tête : la crise approche, le fric s'affole, les économistes bourgeois disent que Wall Street va sauter.

Ça redresse un peu, disent les journaux bourgeois.

« Nos » exportations repartent dit le colonel en retraite à la crémère du coin qui, elle, ne sait qu'une chose, c'est que le trust Félix Potin va bouffer sa boutique et qu'elle entend les ménagères se plaindre car le beurre augmente.

Les Rois de la mine, du rail, de l'acier, du plastique, de la télé et de bien d'autres choses se concertent avec les potentats de la et leurs valets au gouvernement. « Que faire pour sauver la France, le fric, le flic, le capital ? ».

« Surexploiter les travailleurs ». Et la chaîne accélère, le contre-maître gueule, qui ne fait pas son boni, ne boucle pas le mois.

Et puis, il y a trop de monde : les vieux, les jeunes, au chômage. On vous prévient : ne l'ouvrez pas ou on vous licencie.

Les ministres font des discours : « Les gars, autrefois il y avait patrons et ouvriers, maintenant on est tous frères », c'est la « nouvelle société ». Voilà des contrats de progrès à la pelle, voilà des actions de Renault si vous en voulez bien. Evidemment, il ne faut gêner la production puisque nous sommes tous frères de la « nouvelle société », plus le droit de faire grève.

Les transports parisiens vont augmenter, il ne nous rapportent pas assez, dit le gros bonnet qui veut éviter la crise, redresser le capital, sauver le fric. Et c'est parti pour 17 % en février et encore plus après.

« Rien à faire d'autre ! Pour sauver les profits, amenuisons les salaires en augmentant tout ». Voilà le calcul des rois de la finance et de l'industrie.

Les transports augmentent, or, même s'ils diminuaient, les travailleurs répugneraient à y mettre les pieds. Bus et métros sont bondés. On entasse les travailleurs comme des sardines en boîte.

Dans la ligne 1, on étouffe de chaleur. Pour aller en banlieue, on fait la queue interminablement à toutes les portes de Paris.

Les trains arrivent en retard gare St-Lazare, la ligne de Sceaux tombe en panne toutes les semaines.

C'est le système, les patrons qui forcent ces millions d'être humains à être coltinés comme des colis dans toute la région parisienne, pour aller bosser. Le gars de Pantin va bosser à Ivry, celui de Vincennes à Boulogne...

« On lutte pied à pied pour les salaires, contre les cadences et voilà qu'ils veulent nous avoir encore par la hausse ? Non !

Luttons contre la hausse ! ».

Non à la hausse !

Assez de hausses !

Dans un bureau, un permanent qui se dit encore communiste, mais qui ne l'est plus depuis longtemps écrit une pétition. Jadis, il était ouvrier et avait un peu lu Marx et Lénine. Des « grands chefs » qui parlent bien lui ont fait croire que « c'était dépassé », « les temps ont changé », « main-

tenant on ne fait plus la révolution, on vote », t'occupe pas de ce que disent les Chinois, il faut s'unir avec Mitterrand ». Et maintenant il écrit une plainte « ça augmente, baissez les prix, s'il vous plaît ». Il fait signer par quelques ouvriers, quelques commerçants, quelques ménagères, quelques députés et l'envoie à Pompidou, au député du coin et au P.D.G. de la R.A.T.P.. Tous foutent la pétition au panier.

« Action directe ! Action des masses ! » disent des ouvriers, des étudiants révolutionnaires.

« Ce sont les gauchistes, bouchez-vous les oreilles » clament les permanents à pétitions.

Toute la semaine précédent la hausse, des tracts expliquent : pourquoi la hausse, pourquoi refuser de payer la hausse.

Non à la hausse !

C'est une bonne idée de ne pas payer, mais si l'on est tout seul. Les gars parlent à l'arrêt du bus avec leurs voisins qu'ils ne connaissent pas, car les murs des H.L.M. laissent passer les bruits, mais emprisonnent les travailleurs. (Et le loyer augmente). On n'est pas seul. Action des masses !

En montant dans le bus, dix voyageurs refusent de payer. Ils expliquent pourquoi au receveur : Non à la hausse ! Action directe !

Le receveur sait bien que la direction refuse de l'augmenter et le fait trimer avec un horaire infernal.

Notre ennemi est le même !

Non à la hausse !

Dans le métro, des groupes se forment, des paquets d'étudiants, d'usagers se mettent devant les poinçonneurs et leurs expliquent. Les transports parisiens sont pourris, vous les employés et nous les usagers, ont en fait tous les frais. Non à la hausse !

Tout le monde passe sans payer. Non à la hausse, expriment les masses, par leurs actes.

Camarades de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., nos intérêts sont les mêmes. Ne nous faites pas payer la hausse. Tous ensemble et en même temps contre un même ennemi !

Mais le peuple doit s'unir contre la hausse ! A bas les provocateurs et les diviseurs, non à la hausse, action directe !

Au coude à coude, le métallo de la grosse taule, l'employé de la petite boîte, le machiniste du bus, le poinçonneur du métro, tous unis contre la hausse, contre la vie chère, contre le gouvernement, contre l'exploitation, contre l'Etat des monopoles ! « Refusons de payer la hausse ».

« A bas les exploités ! ».

« A bas ceux qui nous divisent ! »

Les gros bonnets peuvent s'affoler.

Les provocateurs peuvent provoquer.

Les flics peuvent répliquer.

Les permanents peuvent pétitionner.

Seul le peuple en unité d'action, avec son avant-garde révolutionnaire, est réellement fort !

En refusant de payer la hausse, nous porterons de nouveaux coups à l'Etat des monopoles !

H.R.